

Plus qu'un réseau social!



En tant que membre de SwissCommunity.org vous recevez quatre fois par an un magazine lifestyle par e-mail.

Inscrivez-vous gratuitement sur <u>www.swisscommunity.org</u>, le réseau social des Suisses dans le monde.



La mode en Suisse: Lisez l'édition d'automne 2017 du SC-OnlineMagazine en ligne maintenant sur www.swisscommunity.org.

SwissCommunity.org est un réseau social de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

SwissCommunity-Partner:









Sommaire Éditorial 3

Soutien à la Revue Suisse

- 5 Courrier des lecteurs
- 6 En profondeur
 Enfin un terme au conflit jurassien?
- 10 Politique
 Départ du conseiller fédéral
 Didier Burkhalter
 Flotte maritime suisse sous le feu des
 projecteurs politiques
- 12 Société
 Trafic pendulaire à Bâle et à Genève
 L'histoire de l'émigré Louis Eyer
- 17 Sport JO 2026 au banc d'essai
- 20 Culture Réalisateurs suisses de films d'animation
- 22 Le nouveau visage du Conseil des Suisses de l'étranger
- 24 Informations de l'OSE
- 26 news.admin.ch
- 28 Images Art brut à Lausanne
- 30 Lu pour vous
 Un voyage d'exploration
 de Jost Auf der Maur
- 30 Écouté pour vous «Live/Monotypes» de Yannick Delez
- 31 Sélection
- 31 Écho

Photo de couverture: scène du film suisse d'animation «Ma vie de Courgette». Photo Keystone



L'Organisation des Suisses de l'étranger a prolongé de quatre ans son contrat avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) concernant la *Revue Suisse*. Le crédit du DFAE en faveur du magazine destiné aux expatriés est ainsi assuré pour 2018.

Ce qui apparaît comme une formalité est en réalité un important engagement du DFAE en faveur de la *Revue Suisse*. À l'heure où la Confédération doit

réaliser des économies et où le budget du Département des affaires étrangères est amputé, l'Organisation des Suisses de l'étranger peut saluer comme une victoire le maintien de son magazine sous la forme existante.

De fait, nous allons ainsi pouvoir poursuivre notre tâche principale qui est de fournir aux Suisses et aux Suissesses de l'étranger des informations pertinentes pour leur permettre de se former une opinion lors de votations et d'élections. Nous continuerons également d'y publier des informations importantes touchant l'économie, la culture, le sport et la société en général. Les pages régionales et les nouvelles provenant des expatriés, en milieu de cahier, seront maintenues.

Rien de bien nouveau, apparemment. Et pourtant. Il nous incombe, à nous les éditeurs, de ne pas nous reposer sur nos lauriers et d'envisager d'ores et déjà l'après-2021. De nombreux défis nous attendent, car la pression financière ne va pas se relâcher. Aussi devons-nous réfléchir à la manière d'optimiser nos dépenses, notamment en matière d'impression et de distribution – tout en maintenant la qualité, bien sûr. D'autant plus que les habitudes de lecture vont encore évoluer au sein de notre lectorat également. L'antagonisme papier – numérique et les possibilités offertes par les réseaux sociaux continueront de nous préoccuper.

Si notre objectif est de satisfaire à l'avenir également les besoins des Suissesses et des Suisses de l'étranger, nous ne devons pas pour autant fermer les yeux sur les changements et développements en cours. Dans ce contexte tendu, nous nous efforcerons, chères lectrices et chers lecteurs du bout du monde, de satisfaire votre soif de connaissances dans les années à venir.

MARKO LEHTINEN, RÉDACTEUR EN CHEF

Assurance maladie et accident internationale

- Selon modèle suisse
- Assurance privée à vie
- Libre choix du médecin et de l'hôpital dans le monde entier

En plus:

- Assurance perte de gain internationale
- Caisse de pension internationale

Solutions individuelles pour:

- Suisses de l'étranger
- Expatriés de toute nationalité
- Délégués / Local hire



ASN, Advisory Services Network AG Bederstrasse 51

CH-8027 Zürich info@asn.ch



swisscare

Assurance Santé Internationale **En ligne**

www.swisscare.com +41 26 309 20 40



Courrier des lecteurs

Cartographie suisse. Un pays aux contours parfaitement dessinés



Article très intéressant, riche en enseignements. Une petite précision peut-être: en ce qui concerne les ombres portées avec un soleil imaginaire au nord-ouest, Marc Lettau écrit: «Cet emplacement quelque peu fantaisiste du soleil a cependant un avantage: il rend la réalité cartographique particulièrement malléable et, par conséquent, véritablement attrayante.» Je crois

que c'est simplement parce que nous nous y sommes habitués. Il est pour moi clair que les premiers auteurs de ces chefs-d'œuvre ont placé leur soleil imaginaire en haut à gauche, comme leur lampe de bureau, afin de se représenter le relief. Probablement qu'ils étaient en majorité droitiers. Les images aériennes et satellites auxquelles nous sommes maintenant habitués projettent plutôt une ombre avec le soleil à l'est, car il s'agit souvent de photos prises le matin. Il arrive alors que nous percevions le relief de manière inversée, c'est-à-dire que les montagnes forment des creux et que les fleuves s'écoulent sur des arêtes.

Ces petites drôleries cartographiques dissimulées dans les rochers et les lacs sont tout simplement merveilleuses! Qui a dit que les Suisses n'avaient pas le sens de l'humour? Cet humour ne s'arrête pas aux frontières. On en trouve aussi dans les cartes de l'Ordonnance Survey britannique.

ROBERT CAMPBELL, ANGLETERRE

Excellent! Je me souviens de la qualité de nos cartes topographiques chaque fois que je cherche leur équivalent à l'étranger... FRÉDÉRIC VOGI, CHILI Une icône du vin suisse. La vigneronne Marie-Thérèse Chappaz



Bravo et merci! Fully est un verger paradisiaque légendaire pour les habitants des trois vallées de mon enfance. Nostalgique de l'époque où les mulets régnaient en maîtres, à la Neuvaz devant le magnifique et grand chalet

Troillet parti en fumée, dans les années 60. Ce que le Val Ferret a perdu en authenticité il l'a gagné en développement malheureux! Mon prochain verre de petite arvine sera à la santé des Troillet. CHARLES ROCHAT, SUISSE

Éditorial.

Des comptes aux mêmes conditions

Pour quelles raisons les banques suisses justifient-elles toujours leurs frais de tenue de compte élevés en avançant la charge de travail que représente la collaboration avec d'autres pays? Je connais des ressortissants anglais et allemands qui résident ici en Espagne et qui disposent de comptes dans leur pays d'origine sans pour autant payer des frais aussi énormes! Quand on vit sur sa rente AVS et que l'on doit payer encore 300 francs par année pour disposer d'un compte en Suisse, la facture est salée.

RENATO BESOMI, ESPAGNE

L'attitude des banques suisses frappe durement de nombreux Suisses de l'étranger. Les arguments de la sécurité ou du risque font de nous, petits épargnants, des criminels en puissance, alors que ceux qui ont le porte-monnaie bien rempli et qui arpentent les étages supérieurs des banques sortent indemnes des aventures dans lesquelles ils se lancent avec l'argent des clients. Un compte me coûte 360 francs par année alors qu'il ne me rapporte même pas 100 francs en intérêts. Est-ce défendable? Nos parlementaires ne peuvent-ils vraiment rien contre ces établissements financiers dont la réputation a récemment fortement souffert?

MIET-PW, MIET-Camper, MIET-4x4

Ilgauto ag, 8500 Frauenfeld

200 Autos, 40 Modelle, ab Fr. 500.-/MT inkl. 2000Km



Tel. 0041 52 7203060 / www.ilgauto.ch

Assurance-Maladie Internationale

Couverture internationale avec libre choix des spécialistes et des hôpitaux.



Tel +41 44 266 61 11 info@sip.ch

Compétence. Expérience. Service indépendant.

www.sip.ch

Un conflit définitivement résolu?

Le vote sur le passage de Moutier du canton de Berne au canton du Jura a mis un terme à un conflit territorial très ancien et tenace. C'est du moins ce que l'on espère.

JÜRG MÜLLER

C'est ce qui a mis le feu aux poudres: la tête d'un tunnelier perçant près de Moutier une zone géologique délicate. Ce n'est que deux ans plus tard, en 2005, que l'obstacle est surmonté au prix de gros efforts. Montant des coûts supplémentaires: 158 millions de francs. En avril 2017, l'ouvrage, qui a couté 6,6 milliards de francs, a été inauguré après presque 30 ans de travaux - il s'agit de la Transjurane, à savoir l'autoroute A16 reliant Bienne au canton du Jura. Le canton du Jura est ainsi relié au Jura bernois et au Plateau suisse, mais c'est tout le réseau autoroutier suisse qui est dès lors connecté au réseau français.

Dans ces contrées, ce qui relie est parfois supplanté par ce qui divise. En 2005, Moutier n'a pas seulement vécu un «séisme» géologique, mais a été l'épicentre des turbulences concernant le Jura. Bien que la situation à Moutier dans les années 1970 ne puisse être comparée à celle ayant secoué Belfast en Irlande du Nord, la tension était alors palpable à bien des égards dans la Cité prévôtoise.

L'un des derniers grands chapitres de l'histoire du conflit entre Berne et le Jura a désormais été écrit, sans violence et dans le calme: le 18 juin dernier, le peuple a voté et a décidé de tourner le dos au canton de Berne et de rejoindre celui du Jura. Mais la lutte n'est pas terminée: ces prochaines années, des questions organisationnelles et administratives, comme celle de l'aliénation de biens, devront être tranchées. Ce processus peut durer des années. Enfin, les citoyennes et citoyens des cantons de Berne et du Jura, de même que le Conseil national et le Conseil des États, doivent encore approuver ce résultat.

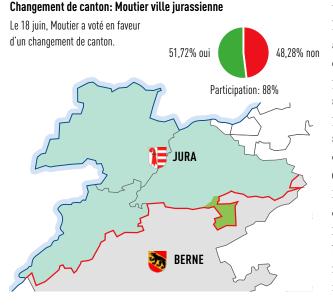
Procédure longue et à plusieurs niveaux

Le vote de Moutier est une étape importante vers la résolution définitive – telle en était l'intention initiale - de la lutte territoriale la plus âpre en Suisse au XXe siècle. Rappelez-vous que la création du canton du Jura en 1979 n'a pas calmé le jeu dans cette région divisée, où des tensions majeures sont apparues. Les séparatistes n'étaient pas satisfaits par la réunion dans le canton du Jura des trois seuls districts du nord (Porrentruy, Delémont et les Franches-Montagnes) alors que les trois districts du sud que sont Moutier, Courtelary et La Neuveville souhaitaient eux rester bernois. En 1994, l'Assemblée interjurassienne (AIJ) a par conséquent été formée. Les travaux de l'AIJ ont abouti

en 2012 à un accord entre les cantons de Berne et du Jura. Il était question d'une procédure à plusieurs niveaux avec des votations régionales et communales. Tout d'abord, les électrices et électeurs du canton du Jura et du Jura bernois ont pu s'exprimer sur l'opportunité de créer ensemble un canton du Jura. En 2013, le Jura bernois a dit non, et le canton du Jura, oui: les deux parties n'étant pas d'accord, le projet ne pouvait être poursuivi. La deuxième étape prévoyait de permettre à certaines communes qui le souhaitaient de décider de leur rattachement au canton du Iura.

Nouvelle étincelle ou nouveau pragmatisme?

La Question jurassienne est-elle définitivement résolue suite aux votations communales dans le Jura bernois? Oui, du moins sur le plan institutionnel. Les cantons de Berne et du Jura se sont engagés, dans leur accord de 2012, à considérer la question comme étant réglée dès lors que la procédure à plu-







sieurs niveaux sera close. Quant à savoir si tous les intervenants politiques voient les choses du même œil... Dans une démocratie, un sujet peut sans cesse être remis sur la table. Ainsi, le Mouvement autonomiste jurassien (MAJ) a annoncé peu après la publication des résultats de vote prévôtois, que l'heure était venue de «trouver de nouvelles voies pour rétablir la souveraineté jurassienne sur l'ensemble du territoire». En d'autres termes, les autonomistes veulent absorber tout le Jura bernois. Au Parlement cantonal bernois, des voix se sont à nouveau élevées pour remettre en cause le siège garanti au Jura bernois dans le gouvernement cantonal, du moins pour lui donner moins de poids. Il est également question de réduire le nombre de 12 sièges dévolus au Jura bernois au Parlement cantonal, puisque cette partie du canton a perdu en importance. Voilà de quoi jeter de l'huile sur le feu.

Sean Müller, connaisseur de la Question jurassienne et professeur à l'Institut pour les sciences politiques à l'Université de Berne, est convaincu «que personne n'a envie de reprendre sérieusement les hostilités». La question des frontières cantonales est réglée. Toutes les votations indiquent qu'il n'y a pas de majorité dans le Jura bernois en faveur d'un changement global de canton. «Tous sont devenus plus pragmatiques, des autonomistes aux pro-Bernois militants et se sont habitués au dialogue dans le cadre de l'Assemblée interjurassienne et d'autres instances», précise Sean Müller dans un entretien à la Revue Suisse.

Dick Marty, ancien procureur tessinois, ancien conseiller aux États PLR et figure très sollicitée sur la scène internationale pour mener des missions délicates, a joué un rôle important dans la résolution du problème. Il préside l'Assemblée interjurassienne depuis 2010. Il a affirmé à *Swissinfo*: «Pour résoudre ce conflit, nous avons tiré parti de tout l'éventail d'outils mis à notre disposition par la démocratie suisse», donc avant tout des votations à tous les échelons de l'État. Dick

Marty est convaincu que le processus de longue haleine a contribué à «résoudre le problème, qui en d'autres endroits et dans un contexte similaire aurait pu dégénérer en un conflit violent.»

«Rejeton des temps passés»

Selon Sean Müller, l'élément déterminant a été la disposition du canton de Berne à initier le processus sans en connaître l'issue. Comme en 1970, lorsque les citoyens bernois ont voté en faveur d'un article constitutionnel permettant une série de votations à plusieurs niveaux dans le Jura. En définitive, elles ont abouti à la création du canton du Jura. «Donner cette possibilité à une minorité est un geste empreint de générosité et de respect», affirme Sean Müller. Mais des événements ont précédé, qui ne sont pas toujours conformes à «l'image habituelle de la politique suisse»: après le refus par les citoyens bernois en 1959 d'une initiative du

Suite en page 8

Les partisans du Jura exultent: Moutier a longtemps été au cœur de la «Question jurassienne». En juin 2017, la joie peut enfin éclater, du moins chez les partisans d'un changement de canton. Photo Keystone

200 ans de conflit jurassien en bref

1815: Au Congrès de Vienne, le territoire de l'ancien évêché de Bâle est attribué au canton de Berne. Depuis 1793, cette partie du Jura était un département français. Les premiers conflits entre Bernois et Jurassiens ont éclaté déjà après 1815.

1947: Le Parlement cantonal bernois refuse d'attribuer le Département des constructions au conseiller d'Etat jurassien Georges Moeckli qui est de langue maternelle française. La Question jurassienne commence à se cristalliser.

1950: La langue française devient la deuxième langue officielle du canton de Berne. Les arrondissements jurassiens obtiennent la garantie de disposer de deux sièges dans le gouvernement cantonal.

1963: Fondation du mouvement séparatiste des Béliers, qui se lance dans diverses provocations. Le Front de libération du Jura (FLJ) lance diverses attaques à l'explosif et déclenche des incendies.

1970: Le peuple bernois adopte un article constitutionnel additionnel ouvrant la voie à une série de plébiscites à plusieurs niveaux.

1974: Le peuple jurassien se prononce en faveur d'un canton autonome. Toutefois, seuls les trois districts au nord vont former le canton du Jura, car les trois districts au sud veulent rester hernois

1978: Le peuple suisse à 82,3 % et les cantons à l'unanimité votent en faveur de la création du canton du Jura. Une année plus tard, la République et canton du Jura est le dernier canton à rejoindre la Confédération suisse.

1994: Les braises couvant sous les cendres du conflit jurassien, une Assemblée interjurassienne est constituée pour élaborer des propositions de solutions. Cet organe propose des votations populaires sur la réunification du Jura.

2012: Les cantons de Berne et du Jura signent un accord visant à résoudre définitivement la Question jurassienne. Cet accord prévoit un processus à plusieurs échelons avec des votations régionales et communales.

Suite de la page 7

Rassemblement jurassien pour un plébiscite du Jura, les séparatistes ont privilégié des méthodes plus radicales dans les années 1960. Ainsi, la Journée bernoise de l'Exposition nationale de 1964 a été perturbée et le Parlement cantonal bernois, muré. Des attaques à l'explosif et des incendies criminels ont même été commis.



Période troublée: séparatistes jurassiens lors d'une manifestation non autorisée en novembre 1969 devant le Palais fédéral à Berne. Photo Keystone

À Moutier, au milieu des années 1970, des affrontements entre des séparatistes armés et la Police cantonale bernoise ont éclaté.

L'historien Jakob Tanner remonte encore plus loin et désigne le conflit jurassien dans son livre «Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert» (Histoire de la Suisse au XXe siècle) de «rejeton politique des temps passés». L'octroi du Jura au canton de Berne lors du Congrès de Vienne en 1815 a placé un territoire francophone et catholique sous la domination d'un canton germanophone et protestant. Les Jurassiens du Nord se sentaient exploités par Berne. Les Bernois ont alors peu investi. Les réseaux routier et ferroviaire étaient peu développés. Parallèlement, les Jurassiens estimaient que leur culture francophone était trop peu respectée. Le Jura du Sud, quant à lui, traversait une phase d'industrialisation croissante, marquée par une forte immigration de Suisses alémaniques. Outre ses facettes historique, religieuse et économique, le conflit a pris une dimension ethno-linguis-

Et ce n'est pas tout: pour l'historien Clément Crevoisier, qui s'exprimait dans *Der Bund*, la Question jurassienne a eu une influence symbolique majeure sur la politique suisse des années 1950 à 1980. «Le conflit jurassien était le reflet de l'opposition entre le mouvement progressiste et moderniste des années 1960 et la Suisse conservatrice», ajoute-t-il. À l'inverse, estime M. Crevoisier, «les séparatistes ont bénéficié du contexte révolutionnaire qui prévalait dans les années 1960 et 1970 »

Une entité fédérée anticonformiste?

Le canton du Jura est donc le fruit d'une époque au cours de laquelle les visions politiques d'avenir avaient une autre valeur qu'aujourd'hui. Le Dictionnaire historique de la Suisse considère que le plus jeune canton de la Confédération est encore «une entité fédérée progressiste et anticonformiste». Pour le spécialiste des questions politiques Sean Müller, le comportement électoral dans le canton du Jura donne une image contrastée. Sur les questions de politique sociale, pour lesquelles les valeurs religieuses jouent un rôle important, le Jura est plutôt sur la retenue. Sur les questions d'ouverture, de migration, et de politique extérieure, l'étiquette de «progressiste» est justifiée, le Jura ne faisant toutefois que suivre la Suisse romande en général et les grandes villes alémaniques. Et la composition

des autorités politiques jurassiennes correspond maintenant à peu près à la moyenne helvétique. Le canton du Jura peut être qualifié d'anticonformiste dans la mesure où il a d'emblée inscrit dans sa Constitution le droit de vote des étrangers.

Sur le plan économique en revanche, le canton du Jura n'est pas un moteur de croissance. Régulièrement à la traîne en matière de compétitivité, il figure parmi les principaux cantons bénéficiaires des contributions par habitant concernant la péréquation intercantonale. Les ambitions étaient nettement plus grandes lors de la création du canton, souligne Sean Müller. Mais sa situation excentrée, relativement éloignée des centres économiques, a d'emblée compliqué la donne. La Transjurane qui vient d'être terminée suscite certes quelques espoirs d'impulsions économiques pour une région structurellement faible. Or, Sean Müller estime qu'une autoroute peut aussi avoir l'effet contraire, à savoir que davantage d'habitants du canton décident de faire la navette pour aller travailler hors du canton.

Le conflit jurassien ne fait pas exception à la règle: dans la plupart des cas, et de manière générale en politique, la raison cède souvent la place à l'émotion. Même le débat aujourd'hui quelque peu anachronique sur l'appartenance cantonale «correcte» se situe à quelque part entre le droit à l'autodétermination, la question de l'identité et l'ethno-nationalisme. Et même si le canton de Jura ne parvient pas aux rives du lac de Bienne et que le conflit appartiendra un jour au passé, l'hymne officiel du canton du Jura, la Rauracienne, continuera d'affirmer ce qui suit:

«Du lac de Bienne aux portes de la France / L'espoir mûrit dans l'ombre des cités / De nos cœurs monte un chant de délivrance / Notre drapeau sur les monts a flotté / Vous qui veillez au sort de la Patrie / Brisez les fers d'un injuste destin!»

Jura bernois, deux âmes

Berne ou le Jura? Le 18 juin, Moutier a voté à une courte majorité en faveur d'un transfert au Jura après des décennies de tension. Deux villages du Jura bernois ont également voté à ce sujet le 17 septembre.

SIMON THÖNEN

Le 18 juin 2017, dimanche de votations populaires, restera un jour historique et très émouvant dans l'histoire de Moutier. Le matin même, les pro-Jurassiens et leurs drapeaux rouge et blanc dominaient la localité industrielle, des heures avant que les résultats tant attendus des votations communales sur l'avenir cantonal soient dévoilés. La joie fut grande lorsque le résultat est tombé: Moutier avait décidé de passer du canton de Berne au canton du Jura. «Bravo Moutier!», a lancé un autonomiste dans la foule. «On a réussi!» Une grande fête populaire, avec force bière, musique et feuxd'artifice jusque tard dans la nuit

Mais le résultat de 51,7 % pour le oui était des plus serrés, l'avance en termes de bulletins exprimés étant de 137 voix. La bourgade de 7700 habitants restait donc divisée ce jour-là encore. Les pro-Bernois, qui s'étaient réunis dans une salle en périphérie, ont également célébré l'événement, bien que brièvement. Ils ont longtemps cru, par erreur, que la victoire était de leur côté. La liesse a donc laissé place aux larmes. Et la déception des perdants a «fait un peu peur» au maire pro-Jurassien de Moutier Marcel Winistoerfer (UDC), comme il l'a précisé malgré la joie qui l'emportait. Les autorités prévôtoises doivent maintenant relever un défi de taille et convaincre ceux qui ont déposé un bulletin négatif de l'avenir jurassien qui les attend.

À Moutier, les dés ont été jetés. Au cours des décennies précédentes, la lutte fut âpre, car la ville, située à la frontière entre le Jura-Nord et le Jura-

Sud était divisée. Ailleurs, les rapports sont plus clairs. La majeure partie du Jura bernois souhaite rester dans le giron bernois, comme une votation populaire l'a clairement montré en 2013. Seules deux communes du Iura bernois ont voté après Moutier sur leur passage au canton du Jura – le 17 septembre (après le délai de clôture de la présente édition): Belprahon est un ancien village paysan jouxtant le bourg, sur le flanc sud du Mont Raimeux - et aussi une banlieue de Moutier avec de nombreuses villas. Dans ce village de 300 âmes, la question divise, jusque dans les familles. Le maire Michel Leuenberger est considéré comme un pro-Bernois, son frère Philippe espérait lui un oui pour le Jura «car le Jura nous est plus familier, et les fêtes y sont imbattables.» Toutefois, les deux frères affirment que la question jurassienne ne déclenche plus de guerre au sein de la famille, contrairement à ce qui était le cas par le passé.

Sorvilier, le second village à avoir voté le 17 septembre, ne jouxte pas Moutier. Le scrutin a été organisé car la majorité du Conseil communal est pro-Jurassien, alors que le maire est pro-Bernois. Comme nombre de villageois, François Romy, le président de la commune bourgeoise neutre, est partagé. «Je suis Jurassien de cœur», affirme-t-il. «Mais je suis aussi un farouche partisan du bilinguisme.» Comprenez par là le fait de voir francophones et germanophones cohabiter dans le canton de Berne.

La gauche regrette Burkhalter plus que son propre parti

La démission de Didier Burkhalter, ministre des Affaires étrangères, a constitué une surprise, même pour son parti (PRD). Les motifs privés ou politiques de son départ ne sont pas clairs.

MARKUS BROTSCHI

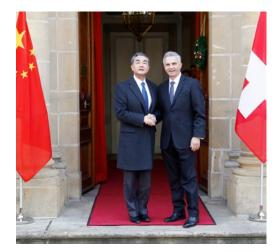
Le 31 octobre 2017, soit huit ans jour pour jour après son entrée en fonctions, Didier Burkhalter va remettre à son successeur le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). La question de savoir s'il va complètement se retirer ou assumer ultérieurement une fonction dans une organisation internationale reste ouverte. Dans sa lettre de démission, Burkhalter a exprimé son souhait de regagner un peu de liberté, après avoir consacré presque 30 ans à la politique. Le travail de conseiller fédéral est très éprouvant, c'est comme si l'on avait une seconde peau, a affirmé Burkhalter (57 ans).

La plupart des parlementaires, également du PRD, parti de Burkhalter, analysent cependant sa démission sous un autre angle. En effet, ils estiment que le conseiller fédéral s'est retrouvé dans une impasse avec son dossier européen. Burkhalter essaie depuis des années de manière persistante à parvenir à un accord institutionnel avec l'Union européenne. Sous l'impulsion de la résistance de l'UDC, un tel accord-cadre a perdu le soutien au sein du PRD et du PDC. De plus en plus de voix se sont élevées pour reprocher à Burkhalter son manque de réalisme et pour affirmer qu'un tel accord était voué à l'échec sous forme d'initiative. «On a laissé Didier Burkhalter poursuivre son chemin vers un accord-cadre, bien que cette voie ne puisse plus réunir la majorité depuis un certain temps déjà», a affirmé Ignazio Cassis, chef de fraction du PRD et successeur possible de Burkhalter, le jour où Burkhalter a annoncé sa démission. Cassis estime que la démission de Burkhalter souligne sa stature d'homme d'État et que la faute repose avant tout sur le Conseil fédéral.

L'homme politique à l'esprit de consensus

Burkhalter a nié avec véhémence avoir tiré les conséquences résultant du manque de soutien pour sa politique. Il a dû éprouver une grande satisfaction lorsque le Conseil fédéral tout entier a maintenu, lors d'une séance européenne organisée peu de temps après son annonce de démission, son cap européen dans les grandes lignes. C'était là l'expression de la politique à laquelle Burkhalter est restée fidèle pendant toute la durée de son mandat. Le Conseil fédéral doit se présenter comme une instance collégiale. Tout le monde doit essayer de trouver un consensus au sein du groupe et éviter de freiner les membres individuels dans leurs projets. Cependant, certains collègues alémaniques de son parti auraient souhaité que Burkhalter s'engage plus fortement en faveur d'une politique «bourgeoise». On lui reproche d'avoir permis trop souvent des majorités centregauche avec Doris Leuthard (PDC) et les deux représentants du PS.

C'est ainsi que les représentants du PS et des Verts ont pris avec un grand regret connaissance de la démission de Burkhalter. Ils ont sa-



À l'aise sur le parquet international: le conseiller fédéral Didier Burkhalter avec le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en décembre 2016 à Neuchâtel.

Photo Keystone

lué Burkhalter en tant que représentant d'une Suisse ouverte sur le monde. Selon eux, le PDC et le PRD sont responsables de la démission de Burkhalter étant donné qu'ils l'ont laissé tout seul avec sa politique européenne.

Respect sur la scène internationale

Avec Burkhalter, c'est un conseiller fédéral qui se sentait plus à l'aise sur le parquet international que sur les questions nationales qui se retire. Il a acquis une reconnaissance internationale en 2014 lorsqu'il a présidé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). En tant que médiateur dans le conflit ukrainien et la Crimée, il a réussi à se faire respecter et à obtenir des concessions des parties impliquées dans le conflit. On parlait même de Burkhalter en tant que futur secrétaire général de l'ONU. Burkhalter était moins à l'aise et moins motivé au cours de ses deux premières années à la tête du Département fédéral de l'intérieur (DFI). C'est ainsi qu'il a dû faire face à une défaite dans les urnes, quatre mois seulement après son entrée en fonctions. Le peuple a rejeté l'abaissement du taux de conversion dans le deuxième pilier. Certes, l'initiative n'était pas celle de Burkhalter, vu qu'il l'avait héritée de son prédécesseur Pascal Couchepin.

Après seulement deux années au DFI, Burkhalter a saisi la première occasion pour passer au DFAE après la retraite de la ministre étrangère Micheline Calmy-Rey. Il a même été accusé de désertion. Le Département des affaires étrangères correspondait sans aucun doute mieux au libéral-radical neuchâtelois ouvert sur le monde que la rude lutte nationale pour des réformes en matière de retraites et de soins de santé.

Une aventure navale qui coûte cher

La Suisse n'est pas au bord de la mer, elle ne possède ni grands ports, ni marine. Elle est cependant une nation maritime et souhaite le rester, au moins pour quelques années encore.

CHRISTOPH LENZ

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la Confédération souhaite conserver une flotte hauturière suisse. Les bateaux appartenant à des privés doivent garantir l'approvisionnement du pays en cas de crise. L'idée: les bateaux seraient déchargés dans un port maritime d'Europe occidentale, leur chargement serait ensuite transporté en Suisse par voie terrestre, le statut de pays de transit étant toléré.

Pendant des décennies, la promotion d'une flotte hauturière était une affaire peu intéressante dont seuls quelques fonctionnaires se préoccupaient. Tout a changé ce printemps. La flotte suisse est responsable d'un trou de 215 millions de francs dans la caisse fédérale et d'une mauvaise gestion au sein de l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays.

Armateurs Bonanza

Que s'est-il passé? Le développement des États BRICS (Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud et notamment la Chine) dans les années 2000, a alimenté le commerce global et provoqué un boom dans le secteur de la marine marchande. Les armateurs suisses souhaitaient également participer à Bonanza

La flotte hauturière suisse est à l'origine d'un trou de 215 millions de francs dans la caisse fédérale. Sur l'image: le navire «SCL Bern».

Photo: Fondation Swiss-Ships



et ont commencé à élargir leur flotte. Ils ont trouvé des volontaires à l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays. En effet, l'achat de bateaux a été facilité par l'octroi de garanties d'emprunt généreuses de la Confédération. L'armateur bernois Hansjürg Grunder était particulièrement motivé. Spécialiste financier à l'origine, il s'est spécialisé dans la construction et le commerce de nouveaux bateaux. Il lui arrivait de posséder plus d'une douzaine de bateaux sous garantie étatique, le montant de cautionnement s'élevait à plus de 100 millions de francs.

L'expansionnisme des armateurs suisses a fait fondre rapidement les moyens mis à la disposition par la Confédération pour les garanties d'emprunt. Entre 2002 et 2008, le Parlement a augmenté le crédit-cadre à deux reprises de 400 millions à 1,1 milliard de francs. Le risque était prétendu «minime et acceptable», affirmait l'ancienne ministre de l'économie Doris Leuthard au Conseil national.

Il est rapidement apparu à quel point la politique fédérale se trompait. En 2008, la crise financière a mis brutalement fin aux années prospères à l'échelon international et les prix ont également chuté dans le secteur du fret. Depuis, la marine marchande se trouve dans une crise sans précédent. De nombreux chantiers et groupes d'armateurs ont été obligés de déclarer faillite au cours des dernières années. Les bateaux suisses cautionnés par des fonds étatiques se sont eux aussi retrouvés en difficulté, notamment ceux de l'armateur Hansjürg Grunder. Depuis fin 2014, son groupe Swiss-Cargo-Line se bat pour survivre, et dès 2015, le Département fédéral de

l'économie de Johann Schneider-Ammann maintient à flot les bateaux par l'injection de fonds financiers. En vain, comme constaté fin 2016.

Le Conseil fédéral a décidé d'abandonner les 12 bateaux fortement endettés sous garantie étatique, même si les garanties d'emprunt sont effectivement dues la première fois depuis les années 50. En conclusion, la perte pour la caisse fédérale devrait s'élever à 215 millions de francs.

500 millions encore ouverts

Le Parlement a accepté le crédit en grinçant des dents. Cependant, l'affaire de haute mer aura une suite politique. Les Commissions de gestion souhaitent examiner le cas. Ainsi, les examens effectués à l'interne ont indiqué une mauvaise gestion, voire des infractions au sein de l'Office fédéral compétent. Et un amortissement de 215 millions de francs ne permet pas non plus d'éliminer les risques des cautionnements maritimes. Des cautionnements à hauteur de plus de 500 millions de francs sont encore ouverts auprès d'autres compagnies maritimes suisses. Trente bateaux continuent à naviguer sous garantie étatique.

Le traitement de la flotte suisse a commencé. Plusieurs bateaux de Hansjürg Grunder ont été vendus, dont le «SCL Bern», un navire impressionnant d'une capacité de charge de 12500 tonnes. Il a été rebaptisé en «Angelo Maria». Et le drapeau suisse n'orne plus l'arrière du bateau. Il a été remplacé par celui de la Barbade.

CHRISTOPH LENZ EST CORRESPONDANT
PARLEMENTAIRE POUR LE TAGES-ANZEIGER
ET LE BUND

Bâle et Genève: thèse et antithèse de la mobilité transfrontalière

Le canton du bout du lac fait face à une situation d'engorgement, avec une lueur d'espoir, le train CEVA. Bâle connaît les bouchons, mais son système de mobilité trinational est moderne.

STÉPHANE HERZOG

«C'est un miracle que les routes entre la France et le canton se rejoignent.» Ainsi va une blague entendue à Genève au sujet de la cohérence urbanistique entre ces deux frontières. Par comparaison, la région de Bâle, autre espace parcouru par des dizaines de milliers de frontaliers, «est souvent citée comme une réussite en matière de coopération transfrontalière, tant au niveau politique qu'au niveau de la gestion de la mobilité», résume le géographe Yann Dubois dans son travail de doctorat à l'EPFL. Et de souligner l'existence sur ce territoire d'un RER, de trams et de bus à l'échelle transfrontalière.

Situé à cheval sur deux départements français et les cantons de Vaud et Genève, le Grand Genève donne parfois l'impression de s'être développé en ignorant son statut de région. Cet espace économique de près d'un million d'habitants souffre d'un trafic automobile intense et d'un taux de vacance de logements au centre proche de zéro (0,45%)

à Genève). «Plus de 90 % de la construction au niveau de l'agglomération franco-valdo-genevoise se fait en France où il est plus facile de bâtir. Dans le canton de Genève, la ville de Genève concentre 42 % de la population, mais attire 54 % des emplois», indiquait en 2012 le géographe français Jean-Baptiste Delaugerre. En 2017, plusieurs responsables politiques français ont critiqué le nouveau Plan directeur cantonal, accusant Genève de ne pas assumer ses responsabilités. En 2015, un record de 2000 logements a été atteint, pour une moyenne de 1500 en 10 ans, alors que les Français estiment les besoins à environ 3500 unités annuelles.

Les services attirent les frontaliers

À Bâle et Genève, l'industrie, mais surtout les services, attirent un nombre record de frontaliers: 60 000 permis G dans le premier cas, 86 000 dans le deuxième, dernier chiffre auquel il faut ajouter envi-



Beaucoup de frontaliers passent la frontière à Bâle avec la voiture. Photo Keystone

ron 20 000 frontaliers suisses et 8000 fonctionnaires internationaux. Au bout du lac, ce sont près de 30 % des emplois qui sont occupés par des frontaliers. La classe moyenne déménage en France pour trouver des logements à des prix accessibles. Cet exode se développe dans un canton qui a voulu conserver sa campagne et ses villas en zone périurbaine, et qui ne bâtit pas assez pour accueillir les emplois qui s'y créent (+ 20 % entre 2000 et 2015).

Or les infrastructures françaises de transport – et de Genève même – ont subi à une époque un véritable démantèlement. Entre 1969 et 1995, Genève a fonctionné avec un seul tram. De son côté, «Bâle est souvent considérée comme un modèle en matière de transports publics», écrit Yves Dubois. «Elle l'est pour son réseau dense, pour ses liaisons transfrontalières, mais aussi pour son rôle de pionnier en matière d'intégration des différents réseaux.»

À Genève, le tram a vu son réseau croître sensiblement au tournant de la première décennie des années 2000, mais l'élan a faibli. La (re)construction de lignes vers les villes d'Annemasse et de Saint-Julien est attendue pour 2021 et 2023. En outre, les Transports publics genevois (TPG) ont vu leur offre réduite par l'État suite à une série de votations en faveur de transports moins chers. Leur vitesse commerciale ? Elle était de 16,5 km/h en 2016 (+0,09 km/h), contre est 19,7 km/h à Bâle. Or la loi prescrit une vitesse d'au moins 18 km/h sur les lignes principales.

La région genevoise développe tout de même ses transports publics. Les TPG proposent 13 lignes transfrontalières, couvrant 66 kilomètres sur le territoire français. En 2016, ce sont 5,5 millions de voyages qui ont eu lieu sur les parcours français de ces bus. À Bâle, les deux lignes transfrontalières du BVB (Bâle-Ville), le tram 8 (1,5 million de passagers en 2016) et le bus 38, cumulent 8 km de parcours sur le sol allemand.

L'espoir de la région repose dans un train: le CEVA. Cette ligne de 16 kilomètres devrait entrer en service en 2019, reliant la ville d'Annemasse (F) à la gare de Cornavin. Elle desservira notamment le quartier de Champel, situé à proximité de l'Hôpital cantonal, où deux tiers du personnel infirmier est français. Le CEVA offrira une alternative aux frontaliers, qui sont plus de 80 % à utiliser la voiture pour venir au travail. Son lancement inaugurera un nouveau réseau, doté de véritables gares. Entre 4 et 5 millions de voyageurs passeront par Annemasse, a promis dans la presse le conseiller régional français Christian Dupessey.

Présidente de l'Association transports et environnement Genève (ATE), et conseillère nationale verte, Lisa Mazzone se réjouit de l'arrivée du CEVA, mais craint que celle-ci ne s'effectue dans un contexte qui ne favorise pas suffisamment les transports publics. Elle regrette «un manque de volonté politique du Conseil d'État dans un canton où la tradition de la voiture est entretenue et dont l'emblème est le pont du Mont-Blanc, qui est presque une autoroute en plein centre». Elle

décrit une Bâle plus volontaire. «Des choix y ont été faits. Le système fonctionne et les gens en sont contents», dit-elle.

Bâle connaît aussi des ratés

La ville-canton alémanique peut vanter ses zones piétonnes, quasi inexistantes à Genève. Mais tout n'est pas rose pour autant. Ingénieur chimiste installé à Village-Neuf (F), Jérôme Giovannoni travaille sur le campus de Novartis. Il pointe un trafic «dense en ville et sur l'autoroute, notamment à cause des poids lourds en transit et décrit des trains très fiables du côté suisse, et moins du côté français, à cause des grèves et des retards». Ce frontalier juge le tram très pratique pour se déplacer dans la région, le problème principal étant de pouvoir garer sa voiture près de la frontière. «Cela changera lors de la mise en service de la ligne 3 du tram qui reliera Saint-Louis (F) à Bâle avec un Park and Ride près de la gare», se réjouit-il.

L'ATE bâloise juge le réseau transfrontalier encore «insuffisant». Sa porte-parole, Stephanie Fuchs, regrette entre autres l'absence d'un tarif trinational et l'impossibilité de faire valoir un abonnement général des CFF hors de la Suisse. Elle relève aussi une mauvaise lisibilité des informations sur la validité internationale des tickets. L'association pointe en outre un changement forcé à Bâle pour le S-Bahn qui relie Rheinfelden (S) à Mulhouse (F) et une mauvaise connexion entre les deux gares de Bâle. L'ATE se réjouit en revanche de la mise en circulation de la nouvelle ligne de tram 3 et des bonnes cadences des lignes de bus et du train.

L'agglomération bâloise souffre pourtant d'une surcharge de trafic automobile, note le géographe Yann Dubois. La voiture est utilisée quotidiennement par 42 % des habitants de la région, selon son étude. À Bâle, la part des conducteurs quotidiens s'élève à 11 %, contre 80 % dans le secteur français périurbain. Le chercheur montre que la forte incitation bâloise à utiliser les transports en commun est peu appréciée par les pendulaires. Côté suisse, «le recours à la voiture de manière exclusive est quasi nul, tant les transports publics ont une place importante dans la vie des Bâlois».

À Genève, canton dont la Constitution consacre l'égalité des transports, 180 000 entrées motorisées ont lieu chaque jour aux frontières. Une loi récente prévoit des zones prioritaires pour les transports publics, mais le Conseil d'État «choisit de fluidifier le trafic motorisé avec des ondes vertes, ce qui signifie encore plus de voitures», estime la Verte Lisa Mazzone. Le canton a aussi décidé d'ouvrir les voies de bus aux deux-roues motorisés. Le projet a été bloqué par un recours de la Ville de Genève «pour protéger ses habitants de la pollution de l'air et du bruit.»

Héros un jour, oublié le lendemain

Un ouvrier suisse émigre. Il devient un héros loin de chez lui. Le fils d'un héros, son fils, rentre en Suisse. Il est accueilli comme un indésirable et devient ouvrier. Une petite histoire suisse sur les expatriés et sur le retour au pays.

MARC LETTAU

Le 2 septembre 1916 s'est terminé pour lui de manière tragique. Lui, le robuste gymnaste suisse, entend le grondement des canons et les salves des mitraillettes dans la région frontalière entre la Grèce et la Bulgarie, en plein cœur de la tourmente de la Première Guerre mondiale. Encore les entend-il de loin. Car Louis-Emil Eyer, natif de Vevey, le seul officier de nationalité suisse de l'armée du Royaume de Bulgarie, ne se trouve pas dans les tranchées. Il gît à l'hôpital militaire. Il n'a pas été touché par un projectile, ni même tailladé par une baïonnette. Il se meurt d'une infection interne. Et il n'y survit pas. Un monument commémoratif est érigé dans l'urgence. D'autres victimes seront par la suite photographiées dans des cercueils ouverts devant le monument Ever à l'attention de leurs parents survivants. Sa mort revêt ainsi un soupçon de sens historique. En effet, Ever était un héros, dont l'aura a commencé à se ternir au lendemain de son décès.

Mais qui est donc ce Louis-Emil Eyer? Il est l'une des figures historiques suisses tombées dans l'oubli. Louis-Emil Eyer (1865–1916) était un ouvrier de fonderie et un gymnaste passionné. Il vivait à une époque où la pratique de la gymnastique avait atteint une telle apogée en Suisse, qu'elle avait même conquis certains gouvernements étrangers. Le Royaume de Bulgarie avait donc prié la Suisse de soutenir l'édification de son État tout juste devenu indépendant en détachant des professeurs de gymnastique. Dix preux chevaliers de Suisse alémanique et de Suisse romande, parmi lesquels Eyer, ont donc fait le voyage en train en 1894.



Dans leurs bagages, des gants de boxe, des sabres, des manuels techniques et des balles en cuir pour ce tout nouveau jeu que les Anglais venaient d'inventer.

Marcher en cercle

À l'époque, le sport est tout d'abord perçu comme un outil de renforcement de l'âme du peuple et de l'ancrage de la volonté de se défendre. Même Eyer laisse une grande place aux attraits militaires: marches disciplinaires, exercices de marche en ligne, en colonne, en cercle. Dans le même temps, ses anciennes passions commencent à déteindre sur sa nouAncienne version de la carte d'autographe: une photographie signée par Louis-Emil Eyer. velle patrie, tant et si bien que la Fédération de gymnastique de la ville de Lom, au bord du Danube, organise une compétition de lancer de pierres.

Le contrat de deux ans des gymnastes suisses arrivant à son terme, Eyer décide de rester. Sans répit, il s'acharne à faire transpirer la jeunesse dans tout le pays. Il participe même à la création d'une association nationale des jeunes gymnastes. En 1900, il organise à Varna une première «Fête fédérale» sur le modèle suisse. En bref, il aura été le catalyseur des mouvements collectifs de gymnastique. Et, à plusieurs reprises, il a recours aux armes pour sa patrie d'adoption.

Aucun doute: Eyer ne prône pas une pédagogie tout en douceur. Il accueille les jeunes gens à coups de baguette en osier. Son penchant pour la discipline lui attire davantage de respect. Il survit d'ailleurs à tous les soubresauts de l'histoire. Après avoir gagné le cœur des royalistes en familiarisant le pays avec les valeurs occidentales, il s'est ensuite attiré les faveurs des socialistes, car il était un vrai internationaliste de la première heure, qui formait d'honnêtes fils de travailleurs et de paysans. Même la Bulgarie démocratique après la chute du mur cite le Suisse parmi ses personnages historiques importants, car le descendant de la nation gymnique autodéterminée dans la joie au fin fond des Alpes sert de modèle parfait.

Retour au «pays»

Le récit pourrait en principe s'arrêter ici, mais cette histoire d'expatrié s'est transformée par la suite en histoire de retour au pays. La Bulgarie accorde



Introduit par Louis Eyer et testé dans la ville bulgare de Rousse: manuel pour la réalisation d'une pyramide humaine.

carcan et une aliénation permanente. Le fils de Marcel Eyer, Louis Kosta, se souvient: «La vénération de mon père pour mon grand-père avait quelque chose d'effrayant. D'ailleurs, même mon père ne le connaissait que de loin.» En Bulgarie, en tant que responsable de la gymnastique, il était toujours parti par monts et par vaux. Sa mission passait en premier. Pour sa famille, il a toujours été absent.

Les petits-fils ont finalement écrit un petit chapitre supplémentaire sur l'émancipation d'un «trop-plein d'histoire»: ils ont rendu tous les souvenirs du héros au Gouvernement bulgare. Selon Louis Kosta Eyer: «La «grande» histoire de Louis-Emil a commencé en Bulgarie. Et c'est en Bulgarie qu'elle s'est terminée.» Avec le recul, force est de constater qu'il ne sert à rien de se pa-

certes à la veuve de Louis-Emil, Pauline, une pension de retraite généreuse. Toutefois, ses héritiers manquent de perspectives d'avenir. «Le Suisse au cœur bulgare», selon le titre d'un film bulgare, est décédé et ses descendants ont tissé des liens très forts avec la Suisse. Marcel, le fils d'Eyer élevé en Bulgarie, désire plus particulièrement un retour au pays. En 1920, quatre ans après le décès de l'officier décoré et pédagogue sportif vénéré, il entreprend le voyage retour vers «son pays» aux côtés de sa mère. Un pays qu'il ne connaît pas. Un pays qui ne l'attend pas.

Ce jeune homme de 18 ans à l'époque pense que le plus dur se résumera à choisir la meilleure opportunité parmi toutes les offres qui lui seront réservées à son arrivée en Suisse. Alors que l'histoire de Louis-Emil, ce père gymnaste, est le symbole de la

Recherche de traces

Deux années de suite, Marc Lettau, rédacteur de la Revue Suisse, s'est lancé à la recherche de traces en compagnie de deux historiens bulgares. L'ouvrage qui en a résulté, «Die drei Leben des Louis Eyer» (ISBN 978-619-01-0041-6), est disponible en librairie en version allemande et bulgare («Трите живота на Луи Айер»). Il peut également être commandé sur Variant 5 (info@variant5.ch, ogy.de/buchtipp).

vague d'émigration du 19e siècle, l'histoire de son fils Marcel illustre le traitement réservé par la Suisse aux Suisses de l'étranger: ce rapatrié parfaitement francophone n'est tout simplement pas considéré comme un Suisse. Les requêtes envoyées au Conseil d'État du canton de Vaud par ce jeune homme rêvant de faire des études restent toutes sans suite. Selon la conception des autorités de l'époque, rien ne justifie de l'aider à s'intégrer. Le fils du héros, qui se remémore encore l'odeur des bottes d'officier tout juste cirées, retombe dans l'univers poussiéreux de l'usine dont son père s'était échappé en son temps. Devenu dans les faits un réfugié, il vit dans les locaux d'une fabrique de cigares vétuste à Vevey. Pendant des années, il reste tiraillé entre sa propre image (fils d'un héros suisse) et la façon dont le monde extérieur le perçoit (réfugié économique bulgare). Dans le modeste appartement de la fabrique, il érige un sanctuaire à sa propre histoire, un musée à domicile parfaitement entretenu, avec le portrait à l'huile du héros, le sabre de l'officier tombé, ses médailles. Il s'agit là de «preuves» démontrant à quel point la Suisse a ignoré la «véritable histoire».

Les enfants de ce malheureux, à savoir les petits-fils du héros, vivent cette omniprésence de l'histoire comme un



Louis Eyer avec ses compagnons gymnastes en Bulgarie.

rer des mérites de ses aïeux: «Je lis l'histoire de Louis-Emil comme je lis l'histoire d'autres personnages historiques dans les livres: avec intérêt, mais en restant conscient qu'il s'agit de son histoire et pas de la mienne. Chacun est responsable de sa propre histoire.» À l'occasion de son retour sur le passé, son petits-fils termine toutefois sur une note positive: «Nous voyons aujourd'hui en Europe des nationalismes qui ne cessent de se durcir. De plus en plus d'hommes considèrent le monde sous un angle exclusivement national. Au moins, Louis-Emil nous rappelle cette Europe, qui était plus ouverte et perméable qu'elle ne l'est de nos jours.»

Vienne et le désir de satisfaction érotique

L'intrigue de l'unique roman «Himmelpfortgasse» de Max Pulver est située à Vienne. La critique n'a pas été tendre.

CHARLES LINSMAYER

Rarement un roman suisse aura été aussi méconnu que «Himmelpfortgasse», publié en 1927 par Max Pulver, écrivain et psychologue bernois âgé alors de 38 ans. Bafoué par la critique qui voyait en lui un exemple choquant de «sensualité débridée», il soulève à nouveau en 1968 la réprobation du germaniste Werner Günther, qui considérait que Max Pulver avait «gâché la puissance de son style avec un objet sans espoir».

Le roman est né en 1924 à Zurich et a manifestement été écrit d'un trait au cours d'une phase de grande détresse morale. Max Pulver venait de se séparer définitivement de son épouse, leur relation s'étant dégradée depuis longtemps. Peu avant, à Munich, il semble avoir rencontré une jeune femme qui l'a fait passer d'une phase euphorique à une phase d'abattement total. Un état en tous cas dans lequel Max Pulver, qui était considéré comme l'élève de Hofmannsthal et dont Oskar Walzel espérait qu'il soit le «nouvel exécutant d'intentions stylistiques classiques», a abandonné tout le bagage de sa formation pour devenir un «expressionniste», autrement dit un homme animé d'une énergie qui le pousse à transposer son vécu dans un langage immédiat et sans filtre.

Facilement identifiable, Max Pulver apparaît dans son roman sous les traits du psychologue et écrivain néerlandais Alexander Mooenboom. Ruth incarne son épouse Berta Feldmann, et Mariquita, une jeune artiste peintre dont Mooenboom tombe éperdument amoureux. Il la rencontre à Munich, la suit à Vienne et vit avec elle dans cette ville, qui pour Max Pulver est «l'incarnation figée du désir de rédemption érotique», une extase dans laquelle la cocaïne joue un rôle non négligeable.

Extase et désenchantement

Les personnages évoluent dans les hôtels viennois et les restaurants Klomser, Ronacher et Kobenzl, et surtout dans l'étroite ruelle nommée «Himmelpfortgasse», où se trouve l'atelier de Mariquita, pour laquelle le roman emprunte des figures stylistiques symbolisant indirectement un vagin: «Mon royaume. Le royaume des cieux. Le paradis. Qui évoque en moi une flamme foncée jaillissant vers le haut. Un sentiment de volupté m'envahit. La porte du paradis est certainement étroite.» L'extase finit en désenchantement, Miriquita lui dévoile son mariage avec un honnête Viennois et à la fin, ce qui apparaissait clair depuis le début, se révèle: l'extase viennoise est la dernière phase d'une pro-

fonde crise existentielle, dont Mooenboom, brillant psychologue, parvient à s'extraire en oscillant entre volonté de vivre et désir de mourir. Dans une attitude faustienne, il laisse libre cours à son caractère impulsif pour percer le secret de la vie, lui trouver un sens. Et dans cette quête de sens, il exclut tout tabou, toute censure, pour parvenir enfin à se retrouver et à une rencontre avec lui-même. «Telle est la guérison: la rencontre avec moi-même. Mon ami le plus ancien et pourtant, Dieu le sait bien, un ami bien méconnu.»

La cocaïne comme stimulant

Et qu'en est-il de la cocaïne, qui a manifestement plus dérangé la critique en 1927 que l'érotisme dépeint? Dans le roman, elle ne sert ni à atteindre le plaisir, ni à fuir la réalité. Max Pulver avertit d'emblée les éventuels consommateurs que le «voyage» n'est pas une partie de plaisir. «La consommer seule est un suicide.» Dans la rencontre amoureuse, la drogue joue cependant un rôle de stimulant, puisque c'est elle qui la transcende en extase irréelle: «Les flots de sang jaillissent du cœur en tourbillonnant joyeusement et donnent une vigueur inconnue; cette première rencontre fait voler en éclats tous les verrous, toutes les serrures cèdent. Mieux que

n'importe quelle clef, n'importe quel pied-de-biche ou n'importe quel fer à souder, ce passe-partout déverrouille hardiment et irrésistiblement ce qui est bien gardé.»

Après «Himmelpfortgasse», livre qu'il qualifiera lui-même plus tard comme la pire de ses œuvres, Pulver renoue avec des poèmes classiques et fait partie des fondateurs de la graphologie scientifique avec son ouvrage «Le symbolisme de l'écriture». Il est décédé en 1952 à Zurich, après avoir acquis une réputation d'homme de lettres réputé et érudit. En 1981, lors de la réédition de «Himmelpfortgasse» 55 ans plus tard, le journal new-yorkais Aufbau écrit qu'il est «à nouveau possible de lire une pièce maîtresse de l'expressionnisme suisse, dont l'importance reste encore à découvrir.»

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZURICH



«Côte à côte, nous filons comme des étoiles dont les courses tendent à se rapprocher dans un ballet mortel. Le temps est silencieux, à l'affût. Doux grésillements dans les parois. Rien ne brise la tension.»

(Tiré de Max Pulver, «Himmelpfortgasse». Roman, Frühling der Gegenwart 13, Ex Libris, Zurich, 1981.) Sport 17

«Nous sommes le contre-exemple des mises en scène gigantesques»

Il défend avec ardeur des Jeux olympiques plus honnêtes et moins prétentieux. Dans sa défense de la candidature «Sion 2026», le conseiller aux États bernois Hans Stöckli est toutefois clair: pour que la flamme olympique vienne en Suisse, il faudra disposer d'arguments très solides.

INTERVIEW: MARC LETTAU

Monsieur Stöckli, vous êtes connu comme un politicien engagé, pas nécessairement comme un passionné de sports. Cette image est-elle fausse?

Elle fait l'impasse sur des éléments essentiels. En tant que maire de Bienne, j'ai réalisé le stade de football et de hockey sur glace le plus moderne de Suisse, la Tissot Arena, et décroché pour cette ville l'organisation de la plus grande manifestation sportive suisse, la Fête fédérale de gymnastique en 2013. Mon épouse et moimême avons en outre terminé à huit reprises la course des 100 Kilomètres de Bienne. Enfin, je suis titulaire d'un abonnement pour les sports d'hiver à Saas Fee jusqu'en 2030/2031. Je vais donc arpenter les pistes de ski jusqu'à l'âge de 80 ans au moins.

Avoir un abonnement des remontées mécaniques n'explique toutefois pas pourquoi vous militez en faveur des Jeux olympiques.

Ce n'est en effet pas le ski qui m'a convaincu de défendre les Jeux olympiques, mais Fränk Hofer, le directeur de la Fête fédérale de gymnastique. Son idée, qui m'a séduit, est la suivante: si la Suisse souhaite se porter candidate pour organiser des Jeux olympiques, elle doit le faire avec un projet prenant en compte les meilleures infrastructures existantes à l'échelon national, sans considérer les frontières cantonales. Ma première contribution a simplement consisté

ensuite à regrouper les projets valaisan et vaudois fusionnés avec celui du canton de Berne. Voilà ce qui a lancé «Sion 2026».

Pourquoi faites-vous ça? En tant que socialiste, vous n'êtes probablement pas insensible aux craintes de vos électeurs face au gigantisme olympique.

Votre avertissement est formulé à raison! Et «Sion 2026» est un refus clair des expériences négatives réalisées lors des derniers Jeux olympiques.

Et vous allez tout mieux réussir?

Nous pouvons affirmer ce qui sera différent – et mieux – si «Sion 2026» est retenu. Nous allons viser résolument les objectifs que le Comité international olympique (CIO) a lui-même formulé dans son programme 2020: des Jeux plus modestes et décentralisés, des Jeux utilisant en premier lieu des installations existantes et des Jeux olympiques d'hiver qui se déroulent là où la neige tombe effectivement.

Vous prenez donc le CIO au mot et misez totalement sur sa politique de développement durable?

Oui, nous allons miser systématiquement sur le développement durable, y compris en ce qui concerne les coûts. Nous affirmons à tous que nous maintiendrons notre cap. Notre candidature repose donc sur l'idée suivante: c'est à prendre ou à laisser, take it or leave it! Il n'y a d'ailleurs aucune raison pour que nous trahissions nos principes. Si le CIO suit sa nouvelle po-



Socialiste, Hans Stöckli est conseiller aux États bernois. Juriste de formation, l'ancien maire de Bienne est aussi vice-président de l'association «Sion 2026» et à ce titre, il répond du programme de développement durable de la candidature olympique. Photos Keystone

litique, alors notre candidature est d'excellente tenue. Si le CIO cède à nouveau à la tentation de Jeux dispendieux dans les grandes capitales du monde entier, alors nous n'avons aucune chance.

On dirait un roman de gare: de nobles chevaliers suisses souhaitant purifier l'esprit olympique...

Nous ne dictons nullement au CIO la manière de procéder. Il s'avère plutôt que le CIO sait exactement que notre

Suite en page 18



«Sion 2026» ambitionne de fournir des images spectaculaires au monde entier, tout en ouvrant le débat sur la manière dont le tourisme et le quotidien dans l'espace alpin peuvent être développés de manière durable. Sur la photo: Didier Defago lors de la descente olympique de Vancouver 2010.

Suite de la page 17

candidature contribue à redonner au mouvement olympique son sens et son authenticité. En clair, «Sion 2026» met en évidence la manière dont le programme de développement durable formulé par le CIO lui-même peut être mis en œuvre. L'échec de «Sion 2026» serait aussi un camouflet cuisant pour le CIO, dont le siège se trouve à Lausanne, donc dans le périmètre de notre projet.

Redonner sens et authenticité à l'olympisme: concrètement, comment «Sion 2026» entend-elle y parvenir?

En ne parlant pas simplement de la candidature olympique, mais d'un projet générationnel. Nous devons nous inscrire dans une période de 20 ans, s'étalant d'aujourd'hui à 2036. Durant ce laps de temps, nous devons d'une part concevoir des Jeux durables

et les réaliser avec succès, en mettant aussi tout en œuvre pour qu'ils portent leurs fruits avant, pendant et surtout après les Jeux. Concrètement, cela signifie que nous devons trouver des solutions d'excellence sur le plan énergétique et pratiquement neutre en termes d'émissions de CO₂. Cela signifie aussi que le train doit être le principal moyen de déplacement. Et cela signifie justement utiliser presque exclusivement des infrastructures existantes pour le sport et les loisirs.

Des considérations énergétiques et écologiques avant un projet de grande envergure sont une évidence, mais ne constituent pas un «projet générationnel».

Nous ambitionnons davantage et ne pouvons défendre notre candidature que si elle a un impact positif dans de nombreux domaines. Notre candidature olympique doit nous permettre de favoriser un développement fondamentalement positif en Suisse. Il n'est donc pas seulement question de sport. Nos questions sont les suivantes: comment la vie dans l'espace alpin peutelle être préservée? Comment va évoluer le tourisme tout au long de l'année? Comment des innovations peuventelles améliorer la force économique? Comment notre projet générationnel peut-il influencer la santé, la stratégie énergétique et la vie culturelle? Quelle contribution les Jeux peuvent-ils fournir en matière d'intégration?

Vous misez donc sur le renouveau et une envie de changement. Mais pourquoi donc se servir de l'olympisme pour y parvenir? Ce n'est pas un moyen très «maniable».

Très bonne question. Je me base sur ce que j'ai vécu. J'ai eu la chance de vivre une première fois cet élan en participant à l'aventure d'Expo.02. Depuis lors, je suis intimement convaincu que seuls de tels projets d'envergure peuvent amener, accélérer ou renforcer nombre de développements importants et formes de collaboration. La candidature «Sion 2026» regroupe cinq cantons et 22 villes et communes. Sur le plan organisationnel, le défi est de taille. Cela représente aussi une immense opportunité, car les événements majeurs développent une force unificatrice. Mais cela signifie aussi que des Jeux olympiques pour le Va-

dersteg. Il faudrait également un site pour le patinage de vitesse, car ce sport n'est pas répandu en Suisse, ce qui est dommage. Les médailles à remporter y sont en effet nombreuses.

Imaginons que «Sion 2026» soit retenu et que l'inévitable se produise alors: sous la pression, les beaux principes finissent aux oubliettes et des Jeux habituels, donc déficitaires, sont organisés?

Lorsque des décisions ont été prises par le Parlement et le peuple, il est nettique, nous pouvons organiser des Jeux olympiques d'hiver simples, modestes, non dispendieux mais excellents sur le plan sportif. Nous sommes le contre-exemple des mises en scène gigantesques et dispendieuses.

Tentons le pronostic: si «Sion 2026» remporte la mise, la Suisse ne gagnera aucune médaille en patinage de vitesse, comme toujours. Que gagnera-t-elle?

Elle gagnera en visibilité en tant que nation pouvant jouer à la perfection un rôle d'hôte. Elle gagnera en confiance, car elle répond avec de tels Jeux à une promesse élevée de durabilité. Et elle gagnera en reconnaissance, car elle y parviendra sans dépassement budgétaire.

www.sion2026.ch

Entre vision et opposition

La candidature de «Sion 2026» est fondée sur un concept de Jeux olympiques moins grandioses. Au lieu de tout concentrer en un seul lieu et d'y bâtir de nouvelles installations d'une durée de vie limitée, «Sion 2026» souhaite tirer parti des infrastructures existantes dans les cantons de Vaud, du Valais, de Fribourg, de Berne et des Grisons par un concept global et lier le tout dans un projet durable complet. Les chances de succès de «Sion 2026» sont encore incertaines, tout d'abord en raison des diverses votations populaires à venir et du scepticisme des Suissesses et des Suisses vis-à-vis des Jeux olympiques en Suisse, parfois assez important. Au printemps 2017, les citoyens des Grisons ont clairement rejeté le projet de candidature cantonale aux Jeux olympiques, ce qui a allongé la liste des candidatures rejetées en Suisse. Les projets olympiques rejetés par le peuple ont concerné Zurich (votation en 1969), Berne (1969, 2002), le Valais (1963), Vaud (1986) ainsi que – déjà avant le non de cette année – les Grisons (1985, 2013). «Sion 2026» doit donc surmonter au moins deux obstacles: un en Suisse et l'autre dans la course avec ses concurrents.

lais uniquement ne suffisent pas; il faut que ce soit un événement majeur pour toute la Suisse.

Les Suisses ne soutiennent les Jeux olympiques que si les considérations écologiques sont réglées. Personne ne veut que les Alpes soient domptées comme la nature l'a été à Sotchi.

Les exemples comme Sotchi présentent de lourds handicaps. Nous, en revanche, avons de très bons arguments et pouvons déjà présenter des faits convaincants. Notre projet est réalisé à 80 % sur la base d'installations existantes et les exceptions sont connues: il faudrait construire un grand tremplin provisoire à Kantement plus aisé de résister à la pression – même venant du CIO. Voilà pourquoi ces décisions démocratiques revêtent une telle importance. L'essentiel est que notre projet tire une ligne claire, que nous ne pouvons franchir, faute de quoi nous perdrions toute crédibilité.

Par le passé, le corps électoral a déjà torpillé nombre de projets de Jeux olympiques. Craignez-vous un tel revers?

Pas du tout. En Valais, les électeurs ont déjà approuvé à trois reprises les Jeux olympiques. En outre, une médaille olympique enthousiasme en général tout le pays. Nous montrons au monde entier que nous, la Suisse démocra-



La Suisse a déjà accueilli à deux reprises les Jeux Olympiques – en 1928 et en 1948, chaque fois à St. Moritz.

Le film d'animation suisse a le vent en poupe

Le printemps dernier, le film d'animation «Ma vie de Courgette» du réalisateur suisse romand Claude Barras a obtenu deux Césars et deux distinctions du Prix du cinéma suisse – après avoir raflé d'autres prix européens et été nominé dans deux catégories aux Oscars. L'histoire du film d'animation suisse remonte cependant à plusieurs décennies.

STEPHAN WINKLER

Au cours des cinquante dernières années, le film d'animation suisse est devenu un domaine culturel très dynamique. Le film d'animation à vocation culturelle, appelé film d'auteur, est considéré comme une forme d'art à part entière en Suisse également et la production indigène bénéficie désormais d'une reconnaissance internationale.

Jusque dans les années 60, la Suisse ne produisait pourtant guère de films d'animation. Ce genre d'œuvres, par exemple en tant que projet de loisirs de réalisateurs de films publicitaires, didactiques ou d'entreprise, était relativement rare. Puis de jeunes réalisateurs suisses ont commencé à faire parler d'eux. Ils avaient l'ambition de créer des œuvres en toute liberté. Ils ont bricolé leur matériel eux-mêmes en autodidactes, se sont mis à expérimenter de nouveaux concepts et ont concrétisé leurs projets sans subventions. Trois représentants de cette génération ont particulièrement fait progresser l'industrie suisse du film d'animation. Tous trois sont originaires de Suisse romande, que l'on peut qualifier à juste titre de région pionnière.

Images de sable animées

La pharmacienne Gisèle et l'ingénieur Ernest «Nag» Ansorge ont ouvert la voie. À la fin des années 50, leurs courts métrages ont également éveillé l'attention à l'étranger. Des films à vocation culturelle de divers genres ont ainsi été créés à côté de l'écriture de scénarios et de travaux sur mandat. Le couple d'expérimentateurs a rapidement trouvé sa propre technique, à laquelle il est resté fidèle tout au long des 10 films d'auteur

qu'il a réalisés entre 1967 et 1990: du sable étendu sur une table lumineuse. La main de Gisèle mettait le sable en place pour une prise de vue, puis le déplaçait pour la prise de vue suivante, et ainsi de suite: avec cette technique appelée stop motion, il fallait 24 images pour tourner une seconde de film.

Avec leurs films, Gisèle et Ernest Ansorge faisaient entrer les spectateurs dans un monde de rêve. Des formes surréalistes s'y transformaient sans cesse. Les auteurs racontaient des fables qu'ils avaient inventées et trouvaient des métaphores angoissantes sur l'humanité. Conformément à l'esprit du temps, ces films exprimaient également le détachement de l'esprit créatif des conventions. L'ambiance était généralement sombre et fébrile et la plupart des courts métrages étaient en noir et blanc: ces deux caractéristiques se mariaient parfaitement avec la technique du sable.

Images bien composées

De certains initiés considèrent que la plus grande figure du cinéma d'animation suisse est Georges Schwizgebel. L'œuvre de ce graphiste de métier se compose de 18 courts métrages, également réalisés selon la technique stop motion. Georges Schwizgebel applique de la couleur acrylique ou de la gouache sur des feuilles de cellophane,

Les pionniers au travail: Gisèle et Ernest «Nag» Ansorge dans leur studio dans les années 1980.





Une ambiance magique: scène tirée du film «Jeu» réalisé par Georges Schwizgebel en 2006. Photo Schwizgebel

son coup de pinceau nonchalant et ses couleurs intenses comme le vert olive, le rouge brique et l'ocre rendent son style unique. Au lieu de la parole, il utilise notamment la musique – et s'efforce d'enchaîner les plans de manière fluide sans découpages.

Georges Schwizgebel raconte lui aussi volontiers des fables et a réalisé plusieurs films sur l'histoire du Docteur Faust. Toutefois, il ne cherche pas en première ligne à relater au sens habituel, mais plutôt à aborder un thème à travers des trouvailles iconographiques. Dans chacun de ses films, l'artiste approfondit une possibilité de découpage, ce qui confère une unité remarquable à l'ensemble de son œuvre. Le concept de chaque film est construit de manière scrupuleuse. Convaincu que la régularité contribue à renforcer la magie de l'animation, Georges Schwizgebel aime par exemple intégrer des structures mathématiques invisibles qui restent cachées, mais confèrent aux flux des images une logique naturelle évidente. Tout comme le couple de pionniers Ansorge, Georges Schwizgebel a lui aussi créé ses films de manière artisanale avec une patience infinie.

Une scène vivante

Les réalisateurs de films d'animation de notre époque ont en revanche à leur disposition une plus large panoplie de méthodes, notamment diverses technologies et formes d'expression développées au fil de la révolution numérique. L'industrie suisse du film d'animation de notre époque se distingue ainsi par une grande productivité. Et depuis l'époque des pionniers, l'industrie du cinéma d'animation a de temps en temps étonné par ses performances exceptionnelles. Le réalisateur de «Ma vie de Courgette» compte parmi les talents de la jeune généra-

Le succès de «Ma vie de Courgette» dynamise l'industrie du film d'animation suisse. Photo Keystone

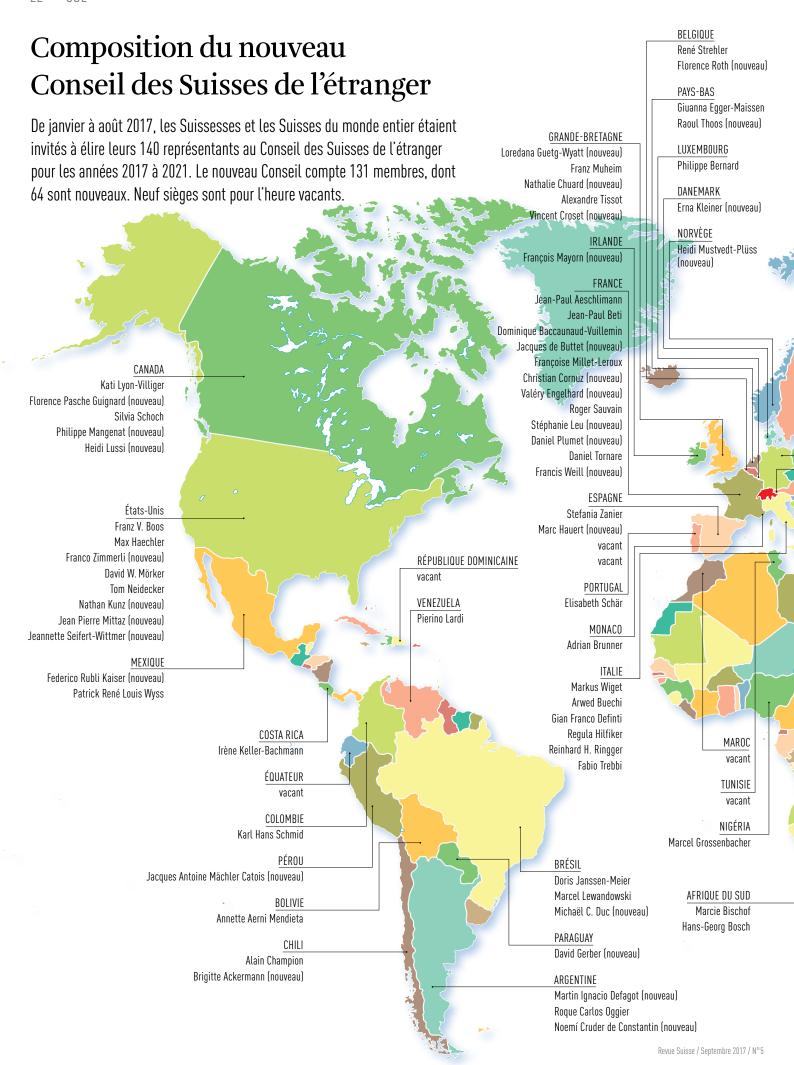


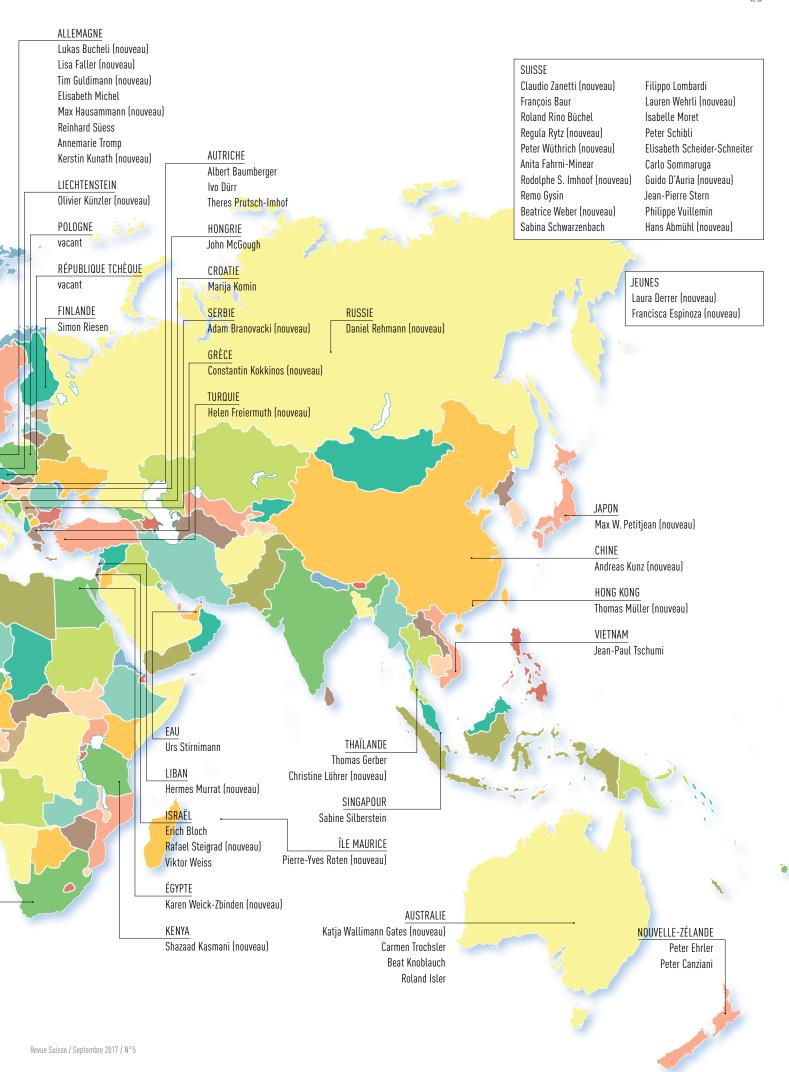
tion. Claude Barras est né en 1973, alors que le couple Ansorge avait déjà obtenu ses premières distinctions. A ce moment, Georges Schwizgebel travaillait sur le premier de ses films à avoir été primé.

La vitalité actuelle du film d'animation d'auteur est le fruit du travail acharné de ces dernières décennies. Le Groupement suisse du film d'animation, créé en 1969 et au sein duquel Ernest Ansorge s'est particulièrement engagé, a ici apporté une contribution non négligeable. Les trois festivals suisses dédiés aux films d'animation ou les incluant jouent également un rôle, tout comme les partenariats solides avec les sociétés de télévision et les mécanismes efficaces de promotion officielle du cinéma. Il est désormais possible d'accomplir en Suisse, plus précisément à l'Université de Lucerne, un cursus d'étude complet dans le domaine du film d'animation.

La confiance en soi s'est développée parallèlement à l'industrie suisse du film d'animation. Depuis une dizaine d'années, certains réalisateurs de films d'animation suisses osent également se lancer dans des projets de long métrage en plus des courts métrages. Claude Barras a connu le succès avec ce format risqué. Son film dure 67 minutes, soit bien davantage que les 13 minutes du plus long film d'animation sur sable du couple Ansorge et du plus long film de Georges Schwizgebel, qui dure 9,5 minutes. Dans ce secteur de films, la production représente le plus gros du travail par unité de temps. Conséquence logique, une production communautaire avec l'étranger est recherchée pour les longs métrages. Le fait que l'orphelin «Courgette» ait vu le jour grâce à une coproduction franco-suisse n'est donc pas un hasard.

STEPHAN WINKLER, HISTORIEN ET ANCIEN RÉALISATEUR DE FILMS D'ANIMATION, VIT À BÂLE





Les offres de l'OSE destinées aux jeunes pour cet hiver

Découvrons ensemble notre Suisse avec le soleil et la neige!

Le Service des jeunes de l'OSE offre aux jeunes Suisses de l'étranger diverses possibilités pour visiter la Suisse. Cet hiver également, il propose trois offres formidables s'adressant aux jeunes et aux jeunes adultes à partir de 15 ans.

Camp de ski du Nouvel-An pour jeunes aux Diablerets (VD) du 27.12.2017 au 5.01.2018

Un camp d'hiver inoubliable avec un programme varié dans les Montagnes vaudoises, aux Diablerets – soleil, neige et beaucoup de plaisir! Une offre s'adressant aux jeunes Suisses de l'étranger âgés de 15 à 18 ans. Les moniteurs motivés et formés garantissent un séjour inoubliable. Inscription et informations:

www.swisscommunity.org/de/jugend/freizeitangebote

Camp de sport d'hiver pour adultes à Saas Grund (VS) du 27.12.2017 au 5.01.2018

«À vos skis!», tel sera également le mot d'ordre dans les Alpes vaudoises. Pour la deuxième fois, le Service des jeunes propose un camp d'hiver avec un programme parfaitement adapté aux jeunes Suisses de l'étranger à partir de 18 ans. Inscription et informations: www.swisscommunity.org/de/jugend/freizeitangebote

Cours d'allemand à Lucerne du 8 au 19.01.2018

Apprends l'allemand, l'une des quatre langues officielles de la Suisse ou améliore tes connaissances en participant à notre cours d'allemand, à Lucerne. Lors de nos activités communes de l'après-midi, tu découvriras également les villes et les montagnes suisses. Dans ta famille d'accueil, tu auras la possibilité de partager la vie et la culture d'une famille suisse. Inscription et informations: www.swisscommunity.org/de/jugend/bildungsangebote

Subvention

Le Service des jeunes dispose de moyens lui permettant d'aider des participants rencontrant des difficultés financières. Les demandes peuvent être formulées à l'aide du lien suivant:

www.swisscommunity.org/de/jugend/beitragsreduktion

Contact Service des jeunes:

youth@aso.ch; +41 31 356 61 00; www.facebook.com/ASOyouth

educationsuisse: Conférence des écoles suisses à l'étranger

Cette année, la conférence des écoles suisses s'est tenue du 10 au 12 juillet à Zurich. Plus de 100 personnes ont participé à la partie officielle consacrée au thème «Zurich et la présence éducative à l'étranger». Des intervenants prestigieux dont le président du Conseil des États, Ivo Bischofberger, la directrice de l'Éducation du canton de Zurich, Silvia Steiner, la présidente d'economiesuisse, Monika Rühl, ainsi que les recteurs de l'université de Zurich et de la Haute École pédagogique de Zurich, ont abordé le sujet de l'éducation en Suisse et à l'étranger avec des approches très variées. Zurich est le canton de patronage des écoles suisses de Mexico, Catane, Madrid et, désormais, de la nouvelle école suisse de Pékin. Les cantons de patronage apportent à «leurs» écoles un soutien essentiellement dans le domaine pédagogique. Conformément à la loi sur les écoles suisses, il leur incombe la surveillance pédagogique. Près de 8000 élèves, dont 980 environ de nationalité suisse, sont scolarisés dans les 18 écoles suisses réparties dans le monde entier et reconnues par la Confédération.

Les directrices et directeurs des écoles étaient présents à la conférence ainsi que les présidentes et présidents des comités d'école. Outre le programme officiel, la conférence était également consacrée à la formation continue et au réseautage. Elle a permis une rencontre avec Isabelle Chassot, directrice de l'Office fédéral de la culture (OFC) en charge du dossier des écoles suisses. L'OFC gère les subventions de la Confédération. Il est également en charge des procédures de reconnaissance pour les nouvelles écoles suisses par le Conseil fédéral. Le réseau actuel des écoles suisses reflète en partie l'histoire de l'émigration suisse. Aujourd'hui encore, l'ouverture de nouvelles écoles a pour origine une initiative privée venant des Suisses installés sur place.

La conférence a été organisée par l'association educationsuisse, organisation faîtière pour les écoles suisses à l'étranger. Educationsuisse représente les intérêts des écoles suisses à l'étranger auprès du public, du monde économique et des autorités en Suisse. Elle prend en charge pour les écoles de nombreuses tâches dans le domaine de l'administration ainsi que de la gestion des finances et du personnel. D'autre part, educationsuisse soutient et conseille les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger ainsi que les élèves des écoles suisses à l'étranger désireux de suivre une formation en Suisse. Nos collaboratrices parlent français, allemand, anglais, italien et espagnol.

Vous trouverez l'article complet concernant la conférence des écoles suisses à l'étranger sur le site internet www.educationsuisse.ch

Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

Alpenstrasse 26 CH-3006 Berne Tél. +41 31 356 61 00 Fax +41 31 356 61 01 info@aso.ch www.aso.ch www.revue.ch www.swisscommunity.org



Nos partenaires:

educationsuisse Tél. +41 31 356 61 04 Fax +41 31 356 61 01 info@educationsuisse.ch www.educationsuisse.ch



Fondation pour les enfants suisses à l'étranger Tél. +41 31 356 61 16 Fax +41 31 356 61 01 info@sjas

www.sjas.ch



FESE: vacances d'hiver pour des enfants

Qu'ils soient skieurs, adeptes de snowboard, débutants ou avancés, les enfants suisses de l'étranger âgés de 8 à 14 ans partageront de merveilleux moments lors de nos camps d'hiver.

Camp d'hiver à Valbella (GR)

Date: du mercredi 27 décembre 2017 au vendredi 5 janvier 2018

Nombre de participants: 42

Coûts: CHF 900.- contribution au camp

Location de skis ou snowboard: environ CHF 150.-**Clôture des inscriptions:** le 15 octobre 2017

Inscription:

les informations détaillées concernant le camp d'hiver ainsi que le formulaire d'inscription seront disponibles dès le 15 septembre sur http://sjas.ch/fr/camps/. Une réduction de tarif est accordée dans des cas justifiés. Vous pouvez demander le formulaire de réduction en cochant la case correspondante sur le formulaire d'inscription. Sur demande, nous vous envoyons volontiers notre brochure d'information par la poste.

Participez gratuitement au camp Juskila!

Du 2 au 8 janvier 2018, 600 enfants âgés de 13 à 14 ans profiteront gratuitement d'une semaine de sport d'hiver à Lenk dans l'Oberland bernois, et ce, pour la 77º fois déjà! Parmi les 600 participants tirés au sort, il y aura 25 Suisses de l'étranger.

Le 2 janvier 2018, lorsque les 600 garçons et filles âgés de 13 à 14 ans venus des quatre coins de Suisse dans des trains spécialement affrétés arriveront à Lenk, dans la vallée du Simmental, ils ouvriront un nouveau chapitre de l'histoire du Juskila. C'est déjà la 77º fois que Swiss-Ski et ses partenaires invitent ces enfants dans le plus grand camp de sport d'hiver de Suisse. Cette année, c'est le tour des enfants nés en 2002 et 2003.

Pour participer à ce camp de ski (Juskila), les jeunes doivent être capables de communiquer au moins dans l'une des trois langues nationales (allemand, français ou italien). Les places sont tirées au sort, une place inclut la participation au camp ainsi que les cours de sport d'hiver, les repas et l'hébergement. L'organisation et le financement des voyages aller et retour incombent aux parents. Les noms des 25 gagnants tirés au sort parmi les Suisses de l'étranger seront communiqués fin septembre.

Coupon-réponse pour le tirage au sort JUSKILA Lenk (du 2 au 8 janvier 2018)

Prénom: _____

Veuillez compléter le formulaire en écrivant lisiblement.

NPA, localité:

Pays: _______

Date de naissance: ______

Nom du/des tuteur(s) légal(aux):

Commune d'origine en Suisse (voir passeport / carte d'identité): ______e-Mail des parents: _____

Téléphone des parents:

Discipline sportive: Ski alpin Ski de fond Snowboard

Cocher un seul champ! Après le tirage au sort, il ne sera plus possible de changer de discipline sportive.

Langue de l'enfant: Allemand Français Italien

Signature du/des tuteur(s) légal(aux): _____

Veuillez envoyer le bulletin-réponse avec une copie du passeport suisse de l'un des parents ou de l'enfant d'ici au 15 octobre 2017 (date de réception): Fondation

pour les enfants suisses à l'étranger (FESE), Alpenstrasse 26, 3006 Berne, SUISSE

Renseignements et informations:

Signature de l'enfant:

☐ Fille ☐ Garcon

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE); Alpenstrasse 26; 3006 Berne, SUISSE

Tél. +41 31 356 61 16; Fax +41 31 356 61 01; E-mail: infoldsjas.ch; www.sjas.ch

Conseil OSE

Des personnes de ma connaissance m'ont dit que les femmes divorcées ont également droit à une pension de réversion après le décès de leur ex-mari. Je suis âgée de 80 ans et réside à l'étranger. Puis-je faire la demande d'une pension de réversion si je suis dans cette situation?

Oui, si vous ne vous êtes pas remariée, vous avez droit à une pension de réversion sous certaines conditions. Les conditions prévues par la loi sont fixées comme suit: si vous êtes divorcée et si votre ex-conjoint est décédé, vous avez droit à une pension de réversion à condition d'avoir des enfants et si le mariage a duré au moins 10 ans ou si vous étiez âgée de 45 ans révolus lors du divorce et que le mariage a duré au moins 10 ans, ou si votre plus jeune enfant a eu 18 ans après que vous avez atteint l'âge de 45 ans. Si vous ne remplissez aucune de ces

conditions, vous avez droit à la pension de réversion jusqu'à ce que le plus jeune de vos enfants ait atteint 18 ans.

Source: Centre d'information AVS/AI en coopération avec l'Office fédéral des assurances sociales

Vous devez adresser votre demande directement à la Caisse suisse de compensation, à Genève: Caisse suisse de compensation CSC; Prestations AVS, avenue Edmond-Vaucher 18, case postale 3100, 1211 Genève 2, Suisse. Tél.: +41 58 461 91 11; fax: +41 58 461 97 05.

Le service juridique de l'OSE fournit des renseignements généraux sur le droit suisse dans les domaines qui touchent spécifiquement les Suisses de l'étranger. Il ne donne pas de renseignement sur le droit étranger et n'intervient pas dans des contentieux opposant des parties privées.

IMPRESSUM:

La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 43° année en allemand, français, italien, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 400 000 exemplaires, dont 140 000 étectroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion ni de la rédaction ni de l'éditrice.

DIRECTION ÉDITORIALE: Marko Lehtinen (LEH), rédacteur en chef: Stéphane Herzog (SH); Marc Lettau (MUL); Jürg Müller (JM); Peter Zimmerti (PZ), responsable des «news.admin.ch», Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, 3003 Berne, Suisse. TRADUCTION: CLS Communication AG DESIGN: Joseph Haas, Zurich IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen. ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/ publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9.

E-mail: revueldaso.ch

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION: 27.7.2017 Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/ étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne.





Votre Revue Suisse – partout et à tout moment

Connaissez-vous l'édition en ligne de la Revue Suisse? La version numérique de votre revue peut être lue partout et en tout temps, sur votre smartphone, sur votre tablette ou à l'écran. Tous les articles, photos et graphiques sont disponibles sous cette forme.

L'édition électronique de la Revue Suisse plaît à un nombre sans cesse croissant de lectrices et lecteurs. Plus de 60% de nos lecteurs reçoivent d'ores et déjà la Revue Suisse sous cette forme. Voici comment procéder:

- Téléchargez la dernière version de l'application mobile Revue pour smartphone et tablette (iOS et Android) et lisez où bon vous semble la Revue Suisse en mode hors ligne.
- Rendez-vous sur le site www.revue.ch. Vous y trouverez l'intégralité de la revue au format PDF, identique à la version imprimée. Nombre d'articles peuvent aussi être lus de manière conviviale sous forme de texte HTML.





Tirez parti des nombreuses fonctions supplémentaires:

- Parcourez la revue par mot-clé
- Agrandissez la taille du texte et ajustez la revue électronique à vos habitudes de lecture
- Cliquez sur la langue souhaitée: la Revue Suisse est disponible en allemand, français, anglais et espagnol
- Évitez d'amasser le papier toutes les éditions depuis 2006 ont été archivées

Avons-nous réussi à vous convaincre? Demandez l'édition numérique de votre revue par e-Mail à: swissabroad@eda.admin.ch.

Vous recevrez ainsi six fois par année un e-Mail avec l'édition numérique de la Revue Suisse.

HELPLINE EDA

© Schweiz +41 800 24 7 365 © Ausland +41 58 465 33 33 E-Mail: helpline@eda.admin.ch Skype: helpline-eda

Reisehinweise

www.eda.admin.ch/reisehinweise © Schweiz +41 800 24 7 365 © Ausland +41 58 465 33 33 www.twitter.com/travel_edadfae



Online-Registrierung für Schweizerinnen und Schweizer auf Auslandreisen www.eda.admin.ch/itineris



Die kostenlose App für iOS und Android

La Suisse officielle sur internet

Parmi les premières informations publiées par la Confédération sur internet se trouvaient des informations actuelles sur les votations populaires, initiatives et référendums. La Chancellerie fédérale et les services du Parlement ont été les premiers services de l'administration fédérale à créer ensemble un site internet. À son lancement à l'automne 1995, des documents législatifs ont en outre été publiés en ligne. Les responsables de l'époque ont alors précisé: «On ne démarre pas avec une Rolls-Royce».



La Suisse officielle a donc été présente très tôt sur internet. À cette époque, un quart environ seulement de la population suisse avait accès à internet. Dès le départ, la Confédération a veillé au plurilinguisme de sa présence en ligne, comme le nom de domaine www.admin.ch le prouve, lequel est facilement identifiable dans les différentes langues nationales.

Depuis 1995, on ne compte plus les mises à jour et les extensions du site internet de la Confédération. De nos jours, les portails des principales autorités ont tous une ligne graphique uniforme et fourmillent d'informations utiles.

Votations fédérales

Les objets de votation sont fixés par le Conseil fédéral au moins quatre mois avant le jour de la votation. Il n'y aura exceptionnellement aucun projet soumis au vote le 26 novembre 2017.

Dates de votation en 2018:

4 mars, 10 juin, 23 septembre et 25 novembre

Toutes les informations sur les projets (explications du Conseil fédéral, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, vote électronique, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations.

Initiatives populaires

La liste des initiatives populaires actuelles est disponible sur www.bk.admin.ch > Actualités > Élections et votations > Initiatives en suspens.

Le site internet de la Confédération est à bien des égards utile pour les Suissesses et les Suisses de l'étranger également. Les voyageurs peuvent consulter les conseils du DFAE et s'inscrire sur Itineris. La rubrique «Vivre à l'étranger» du site du DFAE propose aux Suissesses et aux Suisses de l'étranger les dispositions légales relatives à leurs droits et obligations, des renseignements pratiques – par exemple sur le vote électronique – et des informations utiles sur les affaires publiques en Suisse et l'actualité politique. De plus, un guichet en ligne est disponible depuis 2016 sur la page d'accueil du DFAE. Il est ainsi possible de s'acquitter soi-même de nombreuses formalités consulaires, telles que l'inscription auprès de la représentation suisse à l'étranger ou encore les changements d'état civil et d'adresse.

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE: Simone Flubacher, Relations avec les Suisses de l'étranger Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse

Téléphone: +41 800 24-7-365 ou +41 58 465-33-33 www.dfae.admin.ch, mail: helpline@eda.admin.ch

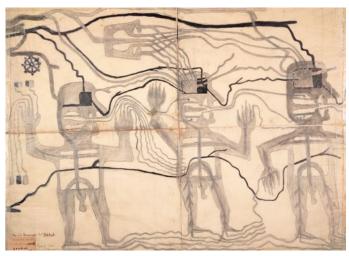




L'Appenzellois Hans Krüsi a grandi dans un orphelinat, avant de devenir valet et vendeur de fleurs. Il n'a commencé à peindre qu'à l'âge de 55 ans. (Sans titre, 1982, couleur sur carton)



Benjamin Bonjour n'a pas eu la vie facile: le peintre de Bex a perdu ses parents alors qu'il était encore enfant, puis une méningite l'a laissé handicapé. Son frère, qui s'occupait de lui, est décédé dans un accident de voiture. Pourtant, Benjamin Bonjour a créé des mondes positifs dans les tons pastel. (Sans titre, 1981, feutre sur papier)



En raison d'hallucinations, Robert Gie a passé une grande partie de sa vie dans une clinique psychiatrique à Rosegg, où il traçait ses dessins complexes sur les murs et sur des morceaux de papier ou sur du matériel d'emballage. (Sans titre, 1916, crayon sur carton)

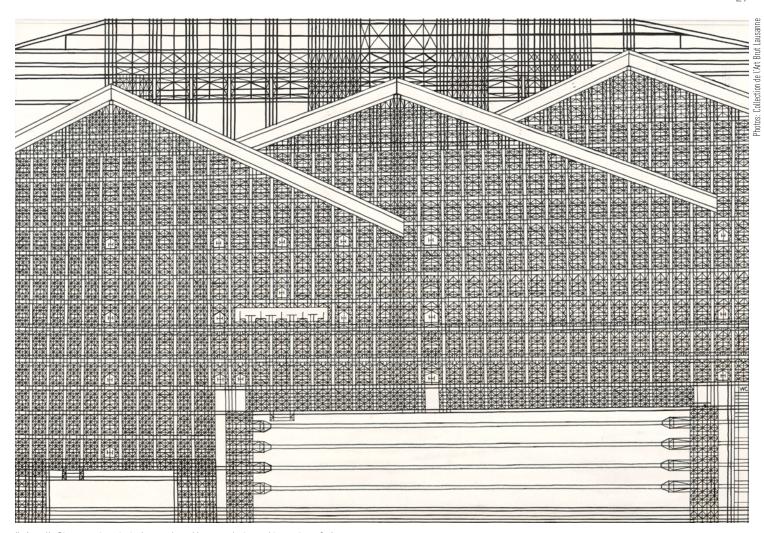
L'art des personnes en marge

L'art brut est un terme générique qui désigne l'art autodidacte créé par d'absolus profanes qui sont d'ailleurs souvent des personnes atteintes d'un handicap mental. La première collection d'art brut et peut-être la plus importante du monde se trouve en Suisse. La Collection de l'Art Brut de Lausanne expose les œuvres d'environ 1000 artistes uniques en leur genre.

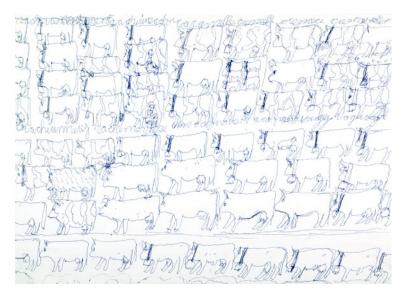
Collection de l'Art brut Lausanne, Château de Beaulieu, 11 avenue de Bergières, Lausanne. www.artbrut.ch



Après la Guerre mondiale, il est arrivé en Suisse en tant qu'orphelin et a passé toute sa vie à travailler dans un ferme jurassienne. Pendant ses loisirs, Edouard Boschey dessinait des mondes colorés sur papier – et coupait de préférence les angles en arrondi. (Sans titre, 1983, crayon sur papier)



Il s'appelle Diego et peint principalement des tableaux au design architectonique. Ce Lausannois a subi un infarctus cardiaque dans les années 60, alors qu'il était encore un enfant. Il est resté handicapé, mais a tout de même appris ensuite à lire, écrire et dessiner de manière étonnante. (Sans titre, 1981, encre sur papier)



Gaston Savoy, de Fribourg, était malentendant et présentait un légère déficience mentale. Il ne parlait pas beaucoup, mais a peint des milliers d'animaux en rangs et créé ainsi son propre pop art. (Sans titre, 2004, stylo sur papier)



La Lausannoise Aloïse Corbaz était une personnalité ambigüe, créatrice de mode et gouvernante à la cour de Wilhelm II à Postdam. Elle a fini sa vie dans un sanatorium en Suisse, où elle a peint jusqu'à sa mort. («Mythe Atalante Lance des Pommes d'Or», 1946, crayon de couleur sur papier)

Voyage dans les souterrains de la Suisse

Un pianiste complet



JOST AUF DER MAUR: «Die Schweiz unter Tag. Eine Entdeckungsreise». Édition Echtzeit, Bâle 2017, 139 pages, CHF 33.90

Le territoire suisse ne cesse de s'étendre: mais pas en surface, sous la terre. Le pays creuse toujours et encore son sous-sol, battant tous les records en devenant quasiment creux: les tunnels, cavernes, forteresses, abris, bunkers, galeries, hôpitaux, gares bâtis sous terre formeraient une route de près de 3750 kilomètres de long.

Le publiciste Jost Auf der Maur emmène ses lecteurs en voyage dans le secret des soussols suisses. Des reportages donnent un aperçu d'un univers dont beaucoup ont déjà entendu parler, mais dont bien peu disposent de connaissances précises. Les rapports de Auf der Maur sur le monde souterrain sont enri-

chis d'encadrés et d'une rubrique détaillée pour tous ceux qui souhaitent se rendre dans les étages inférieurs de la Suisse. Un nombre surprenant d'installations sont notamment accessibles au public.

L'auteur aborde son sujet de manière détaillée, conserve toujours le regard lucide du reporter professionnel, mais ne craint pas d'exprimer une opinion critique. Il adopte tout d'abord un point de vue historique avant de s'attarder longuement sur des témoignages actuels. Les entretiens avec les mineurs du tunnel de base du Saint-Gothard, qui a été inauguré en 2016, sont impressionnants; un brillant exploit technique, qui présente également des aspects plus sombres. En effet, la construction de tunnels est aujourd'hui encore très difficile, les ouvriers «paraissant tous plus âgés qu'ils ne le sont réellement. Ils s'épuisent en bas», écrit Jost Auf der Maur. Pour lui, il reste incompréhensible «que la Suisse traite encore avec une telle nonchalance la vérité sur le nombre de mutilés, d'invalides et de morts que la construction de la Suisse souterraine a engendré au cours des 150 dernières années». Il ne faut pas seulement comptabiliser les ouvriers qui ont perdu la vie lors d'accidents, mais aussi tous ceux qui sont morts des suites d'une pneumoconiose ou des conditions d'hygiène. Jost Auf der Maur avance le nombre de 10 000 décès et d'au moins 50 000 travailleurs avec des séquelles à vie.

Parmi les points forts du livre, le rapport mentionne le bunker du Conseil fédéral construit sous la colline d'Amsteg durant la Seconde Guerre mondiale et qui n'a jamais été occupé. Il cite aussi le reportage lugubre sur la ville souterraine de Sonnenberg près de Lucerne, l'une des plus grandes installations de protection civile du monde à l'époque de la guerre froide, une structure pouvant accueillir 20 000 hommes, qui a laissé apparaître plein de défauts dès les premiers exercices et qui s'est finalement révélée inexploitable.



YANNICK DELEZ: «Live/Monotypes», Unit Records, 2017.

Passionné de musique classique et féru d'improvisation, Yannick Delez joue au piano une musique d'une grande modernité, puisant ses racines dans le jazz. Ce Suisse romand de 44 ans installé à Berlin depuis 2011 a créé la surprise avec un double album solo: «Live/Monotypes» est une œuvre pleine d'énergie, dans laquelle on peut s'aventurer toujours plus loin. Les différentes compositions et pistes forment un tout et créent une ambiance

assez précise pour se faire une idée de la virtuosité et de l'intuition qui transparaissent dans la musique de Delez.

Natif de Martigny, ce musicien se laisse séduire très tôt par le piano, progressant en tant qu'autodidacte. En 1990, il commence sa formation professionnelle à l'École de jazz de Lausanne, dont il sort avec un diplôme de piano du département Jazz/Performance. Il joue ensuite avec divers groupes de la scène jazz suisse, tout en étant membre de Piano Seven, un ensemble de sept pianistes avec lequel il enregistre quatre albums et tourne en Asie et en Amérique latine. En 2003, il sort son premier album solo «Rouges», avant de former son propre trio un an plus tard.

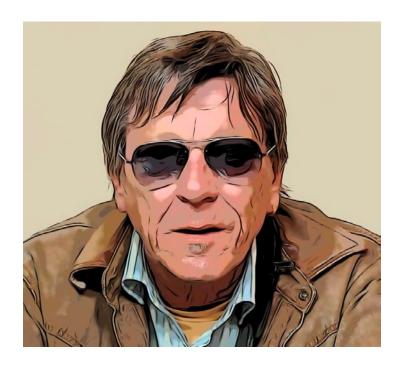
Depuis, Yannick Delez n'a cessé d'affiner et de nuancer son toucher. Les critiques confirment son jeu original. «Il a produit un fantastique album solo au piano, qui ne se prête à aucune comparaison», a écrit la Frankfurter Allgemeine Zeitung au sujet de sa dernière œuvre, «Boréales». Quant au Tages-Anzeiger, il en a parlé en ces termes: «Delez propose une combinaison rare: il reprend le sens de la trance du minimalisme, l'improvisation du jazz et l'harmonie du piano classique romantique.»

Avec son double album actuel, Delez montre avec force tout le spectre de son talent pianistique. Le CD 1 est un concert live, durant lequel il entremêle ses propres compositions à des grands standards et se révèle être, de par son attitude, un pianiste de jazz raffiné. Le CD 2 est consacré aux «Monotypes», des morceaux improvisés dans l'instant, qu'il a enregistrés à Bonn dans la maison de Beethoven. Sur plusieurs heures de matériel brut, Delez a sélectionné les 17 morceaux les plus courts et les a soigneusement rassemblés, tissant des liens entre eux.

Sur cet opus, les genres fusionnent avec une telle grâce que sa virtuosité et ses capacités motrices d'une grande précision se greffent sur des ambiances impressionnistes, un flow jazzy, des explosions voluptueuses et des moments comme chantés. «Quand je joue de la musique, j'ai envie de prendre les auditeurs par la main pour aller avec eux dans un endroit où ils ne seraient jamais allés tout seuls», a déclaré récemment Yannick Delez au magazine Jazz'n'More. L'album «Live / Monotypes» regorge de lieux de ce genre à découvrir et tous valent vraiment le détour.

Sélection Écho 31

Polo Hofer



«Tschou zäme, es isch schön gsy!» (Je dis au revoir à tout le monde, c'était bien). C'est avec ces mots que Polo Hofer prend congé de ce monde sur son avis de décès officiel. Une phrase appropriée, que Polo l'ait rédigée lui-même ou non. Malgré sa passion et son sérieux, le chanteur original a toujours affronté la vie de manière détendue, et c'est ainsi qu'il entame, sans peur, la vie après la mort, quelle qu'elle soit. «Je n'ai pas peur de la mort», a-t-il affirmé dans l'une de ses dernières interviews. «Je suis curieux.»

Dans les années 60, le Bernois a entamé sa carrière en tant que batteur et chanteur d'un groupe de soul. Le succès est survenu dix ans plus tard: avec le groupe Rumpelstilz et le classique «Kiosk», Polo Hofer a ouvert la voie au «Mundartrock» ou «rock en dialecte». Il a été le premier à prouver qu'il était possible de faire exploser le hit-parade avec des textes en suisse allemand. Ce qui va de soi de nos jours, était totalement inédit dans les années 70.

Même après ces années, Polo Hofer est resté jusqu'à la fin de sa vie le leader incontesté du rock en dialecte. Il a fondé le «Schmetterband», puis «Polo's Schmetterding». Avec «Alperose», il a écrit un hymne éternel en suisse allemand. En 2006, cette chanson a été élue par le public de la télévision «plus grand tube suisse de tous les temps».

Polo Hofer faisait figure de roc et semblait immortel. Mais le 22 juillet, à 72 ans, le chanteur a succombé à un cancer après une longue bataille. La Suisse déplore la perte de son héros national et a constaté avec inquiétude qu'elle devra se passer dès maintenant de ce précurseur. Nombreux sont ceux qui devront d'abord s'habituer à cette nouvelle situation... Oui, c'était vraiment bien, tschou Polo!

100 francs pour un paiement à l'étranger

Le géant bancaire UBS a décidé d'exiger, à compter du 1er octobre, une taxe de 100 francs pour certains ordres de paiement de la Suisse à l'étranger. Sont concernés les ordres non standardisés émis par courrier, e-Mail ou téléphone. En Suisse, un tel paiement coûte 60 francs chez UBS. Selon les défenseurs des consommateurs, la grande banque souhaite accroître ses recettes avec de telles augmentations de taxes, les taux d'intérêts étant toujours très bas actuellement.

Nouveau record d'exportations au premier semestre

Les ventes des entreprises suisses vers l'étranger n'ont jamais été aussi bonnes que durant la période de janvier à juin. Les exportations affichent une hausse de 4,4%. Ce sont notamment la branche pharmaceutique et l'industrie chimique qui ont fait exploser les exportations pour atteindre un nouveau niveau record de 109,6 milliards de francs. Deux tiers des augmentations des exportations sont imputés à leurs produits selon la déclaration de l'Administration fédérale des douanes. Les exportations de médicaments et d'agents affichent une hausse de 7%: un nouveau record.

Pas de priorité des travailleurs indigènes à Neuchâtel

L'UDC neuchâteloise a retiré son initiative «Les nôtres avant les autres». Cette initiative s'était inspirée de l'initiative tessinoise «Prima i nostri». L'initiative lancée en février a été retirée le 21 août, avant même l'expiration du délai prévu pour la récolte de signatures. Le parti cantonal a estimé qu'il n'arriverait pas à récolter les signatures nécessaires avant l'expiration du délai.

Retraite paisible en Suisse

Au niveau international, la Suisse, la Norvège et l'Islande sont les pays offrant aux retraités les meilleures conditions de vie, comme l'indique le nouveau Global Retirement Index. La Suisse conserve ainsi sa deuxième place, derrière la Norvège. Huit des dix pays figurant dans l'indice mondial des retraites de la banque française Natixis sont des pays d'Europe occidentale. La Nouvelle-Zélande est le pays non européen le mieux classé. On la retrouve à la cinquième place, derrière la Suède.



Illustration Keystone/Peter Gut



Le Grand Tour de Suisse.

Le road trip à travers la Suisse.

MySwitzerland.com/grandtour

